

cyberpresse.ca

LA PRESSE

EMBOUEILLAGES DANS LE GRAND MONTRÉAL

LE CHAOS

UN APPEL
Les maires exigent
un comité d'urgence.

UNE GAFFE
Québec invente
une façon de barrer
la route aux voitures.

PAGES A2 À A4

UNE ONDE DE CHOC
Les bouchons mettent
un frein à l'immobilier.

LA PRESSE AFFAIRES

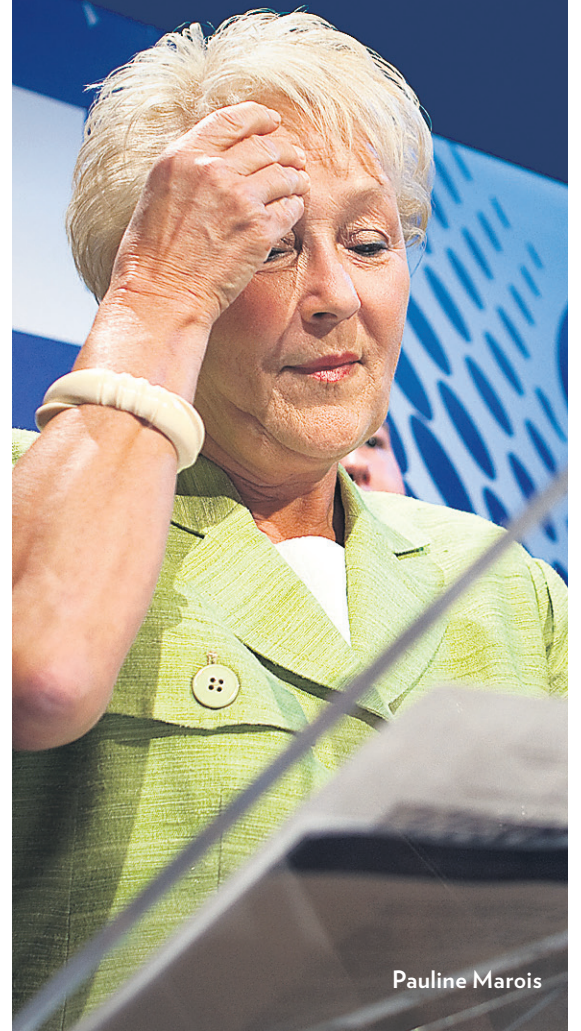
L'autoroute Bonaventure,
cette semaine, après la fermeture
partielle du pont Mercier.

PHOTO YVES TREMBLAY, COLLABORATION SPÉCIALE

EXCLUSIF PANIQUE EN LA DEMEURE

Des enregistrements de discussions privées obtenus par *La Presse* entre d'importants militants péquistes et leur chef Pauline Marois reflètent l'incertitude et la déception qui régnaient la semaine dernière au sein du PQ.

DENIS LESSARD
PAGES A6 ET A7



Pauline Marois

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

FÊTE DES PÈRES

10 papas
se racontent
VIVRE

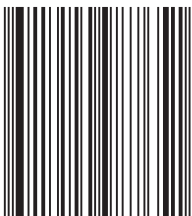


Jean-Patrick Balleux
entouré d'Ulysse,
Clovis et Alizée.

PHOTO JEAN-PIERRE BOISVERT, COLLABORATION SPÉCIALE

LE CIRQUE DU SOLEIL DÉVOILE IRIS

NICOLAS BÉRUBÉ À LOS ANGELES
ARTS ET SPECTACLES



Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
La police de Vancouver a finalement réussi à disperser les manifestants en faisant jouer l'hymne national du Québec de Raoul Duguay.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

CONTRATS DE NAVIRES DE COMBAT UNE BATAILLE DE 33 MILLIARDS

Halifax, Vancouver et Lévis sont en lice pour obtenir deux importants contrats. Mais le gouvernement Harper s'en lave les mains. JOËL-DENIS BELLAVANCE PAGE A5

LA PRESSE AFFAIRES

AGRESSIONS
DANS LES DÉPANNEURS

LES DANGERS DU MÉTIER IGNORÉS

La Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (CSST) a envoyé une trentaine d'avis d'infraction à la chaîne de dépanneurs.



Un couple a fait fi de la violence,
mercredi soir, pour s'enlacer en pleine rue.

PHOTO RICH LAM, GETTY IMAGES

VANCOUVER

LA DÉCEPTION DE KEN DRYDEN

Le légendaire gardien du Canadien et ancien ministre libéral revient sur les émeutes qui ont suivi la défaite des Canucks en finale de la Coupe Stanley mercredi soir. SPORTS

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !



LERENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FÉTÉS

une exclusivité cyberpresse.ca



RBC Banque Royale®

Votre banque au bout des doigts.
Des services bancaires où que vous soyez,
c'est vraiment pratique !

Téléchargez sans tarder l'application Services bancaires mobiles¹ RBC®
pour téléphones intelligents iPhone®¹ et BlackBerry®² à rbc.com/applmobile.

Une banque de conseils
pour vous guider.™



GRAND MONTRÉAL LE CHAOS



PHOTO HUGO-SEBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

Alors que les quelques centaines d'usagers du pont à péage bénéficient d'un accès privilégié à l'autoroute 25 Nord, qui leur permet de contourner la congestion de l'autoroute 440 Est, des milliers d'automobilistes et d'usagers des transports en commun doivent endurer des temps d'attente deux fois plus longs pour rentrer chez eux, en fin d'après-midi.

COMMENT FABRIQUER UN BOUCHON

Le MTQ reconnaît avoir fait une erreur à la jonction des autoroutes 440 et 25



BRUNO BISSON

La conception des voies de circulation à la jonction des autoroutes 440 Est et 25 Nord, à Laval, favorise les usagers du nouveau pont à péage de l'autoroute 25 au détriment de milliers d'usagers du réseau de la couronne nord qui, tous les après-midi, se retrouvent prisonniers d'embouteillages monstres en direction de Terrebonne et de Mascouche.

Le ministère des Transports du Québec (MTQ), qui a conçu l'échangeur où les véhicules de l'A25 convergent vers l'A440, reconnaît son erreur et promet de rendre publics « dans les jours qui viennent » les changements qu'il compte y apporter.

Alors que les quelques centaines d'usagers du pont à péage bénéficient d'un accès privilégié à l'autoroute 25 Nord, qui leur permet de contourner la congestion de l'autoroute 440 Est, des

milliers d'automobilistes et d'usagers des transports en commun doivent endurer des temps d'attente deux fois plus longs pour rentrer chez eux, en fin d'après-midi. De l'aveu même du Ministère, le temps d'attente moyen pour s'extirper des embouteillages quotidiens qui s'étirent sur des kilomètres, jusqu'à l'autoroute 19, est passé de 20 à 25 minutes le mois dernier à 45 ou 50 minutes depuis l'ouverture du pont à péage.

L'examen de la configuration des voies dessinée par le MTQ explique facilement le phénomène. Il est même étonnant que, à sa vue, les spécialistes du MTQ n'aient pas prévu ce qui allait se produire. À quelques dizaines de mètres de l'endroit où l'A440 Est devient l'A25 Nord, une première zone de convergence force les automobilistes qui roulent dans les deux voies du centre à s'insérer dans une seule voie. C'est là que le bouchon de circulation prend naissance, dans les ralentissements nécessaires aux deux files de véhicules pour converger au centre de l'A25 Nord.

Puis, quelques centaines de mètres plus loin, les deux voies

rapides qui restent convergent également pour faire place aux véhicules qui arrivent par la gauche en provenance du pont à péage, sur une voie isolée qui contourne entièrement la zone de congestion pour s'insérer sans problème dans l'A25 Nord.

Cette double convergence de voies sur une distance de quelques centaines de mètres à peine cause un refoulement qui se répercute jusqu'aux véhicules en provenance des autoroutes 19 et 15, pourtant à plusieurs kilomètres en amont.

« À quoi ont-ils pensé ? »

Yves Désautels, chroniqueur de circulation à la radio de Radio-Canada, a noté dès l'ouverture du nouveau pont, le 21 mai dernier, une aggravation notable des embouteillages dans le secteur. « Je ne sais pas à quoi ils ont pensé, au Ministère, mais tout le trafic qui arrive par l'A440 Est se trouve à passer de trois voies à une seule, sur une distance très courte, en direction de l'A25 Nord. »

« Normalement, quand on ouvre un nouveau lien routier, on s'attend à un rééquilibrage de la circulation dans les

LA SIMPLICITÉ DANS L'INNOVATION



LUMINOR 1950 MARINA 3 DAYS AUTOMATIC. Mouvement mécanique à remontage automatique, calibre P9000, 2 barillets, réserve de marche de 3 jours. Étanche à 300 mètres. Boîtier en acier Ø 44 mm. Boucle en acier.

PANERAI
LABORATORIO DI IDEE.
www.panerai.com

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS • JEWELLERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651
SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

VOIES RAPIDES... EN PRINCIPE



40

Avec huit chantiers, dont six constituent une entrave « majeure » à la circulation, l'autoroute Métropolitaine est un cauchemar pour les automobilistes. Deux opérations en particulier, dans les échangeurs Anjou et des Laurentides, provoquent des embouteillages monstres. Fin des travaux: août prochain aux abords de la 25, et mars 2012 pour les accès à la 15.



15

Sur une vingtaine de kilomètres, de l'autoroute 40 au pont Champlain, on trouve les plus grands chantiers autoroutiers du Québec en suivant l'autoroute 15. L'échangeur Turcot, qui sera reconstruit au coût de 3 milliards de dollars, est régulièrement fermé à la circulation et sera un casse-tête pour les automobilistes durant les sept prochaines années. La circulation sur le pont Champlain, déjà alourdi par des fermetures partielles le week-end, est directement touchée par les travaux au pont Mercier. Bref, un axe à éviter. Fin des travaux: décembre 2011 pour le pont Champlain, 2018 pour l'échangeur Turcot.



440

L'autoroute Laval, surtout en direction est, est directement frappée par la reconfiguration des voies à l'approche du pont de la 25. La perte d'une voie provoque des embouteillages qui s'étendent sur plus de 8 km, jusqu'à l'autoroute 19, surtout en fin d'après-midi. Fin des travaux: ils sont malheureusement déjà terminés...



720

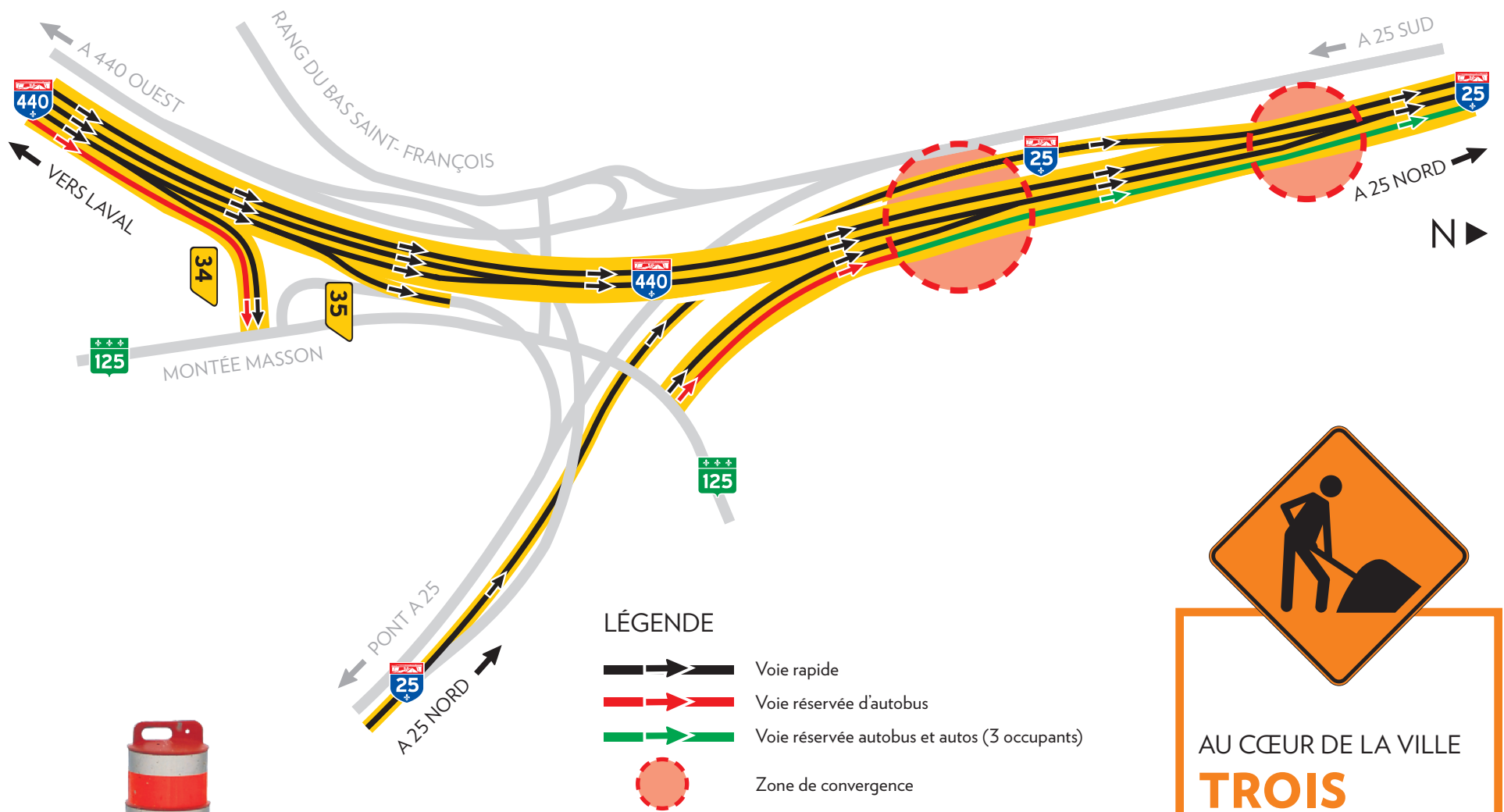
Des travaux majeurs forcent la fermeture d'une voie sur deux de l'autoroute Ville-Marie jusqu'en décembre prochain.



25

Le nouveau pont de la 25, relativement peu fréquenté, a clairement soulagé une partie du réseau et représente une solution plus rapide pour des milliers d'automobilistes. Seul hic: l'échangeur Marcel-Villeneuve, à l'intersection de la 440.

L'ÉCHANGEUR MARCEL-VILLENEUVE LES GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT



« Je ne sais pas à quoi ils ont pensé, au Ministère, mais tout le trafic qui arrive par l'A440 Est se trouve à passer de trois voies à une seule, sur une distance très courte, en direction de l'A25 Nord. »

– Yves Désautels, chroniqueur à la circulation

différents secteurs, affirme Caroline Larose, porte-parole au MTQ. Ce qu'on remarque, actuellement, c'est que la bretelle qui arrive du pont de l'A25 n'est pas alimentée à 100%. Alors le rééquilibrage des flux de circulation ne se fait pas comme nos modèles l'avaient prévu.»

M^{me} Larose précise que, dans la conception de ces voies, le Ministère a aussi eu à composer avec des contraintes de sécurité qui l'ont forcé à choisir entre une zone de convergence plus courte ou une bretelle d'accès beaucoup plus longue pour intégrer le trafic du pont de l'A25, qui aurait forcé les automobilistes à faire des manœuvres d'insertion dans une courbe.

« Nous avons privilégié la zone de convergence plus courte pour des raisons de sécurité, mais nous n'avions pas nécessairement évalué tous les impacts de ce choix sur la fluidité de la circulation », affirme la porte-parole.

Évelyne Rivard, résidente de Mascouche qui travaille à

Laval, dit qu'elle essaie d'éviter complètement le secteur depuis l'ouverture du pont de l'A25. Selon elle, les embouteillages à la jonction 440/25 ne sont que le plus visible et le plus sérieux des points de congestion apparus dans la couronne nord depuis un mois.

À l'heure de pointe du matin, quand elle se rend au travail, elle perd chaque jour de longues minutes sur l'A25 Sud, où la circulation refoule à partir de la montée Masson. Son itinéraire habituel, qui nécessitait de 20 à 30 minutes selon le jour de la semaine, lui en prend désormais au moins 40 chaque matin – sans exception.

« Les retards sont peut-être moins importants vers Montréal depuis l'ouverture du pont de l'A25, dit-elle. Mais on dirait que la congestion a remonté vers le nord. »

« L'IMMOBILIER DE LA RIVE-SUD POURRAIT ÉCOPER », DE MAXIME BERGERON EN PAGE 1 DE LA PRESSE AFFAIRES



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Si les problèmes de circulation sont légion sur le réseau autoroutier desservant Montréal, les rues de la métropole ne sont pas en reste. Ici, la rue Saint-Denis au coin de Rosemont.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

À cause des problèmes de congestion, des entreprises de camionnage songent à imposer une surfacturation pour cueillir ou livrer des marchandises dans l'île de Montréal.

INDUSTRIE DU CAMIONNAGE BIENTÔT UNE « TAXE À LA CONGESTION » ?

BRUNO BISSON

La détérioration des conditions de circulation qui découlent de la fermeture partielle du pont Mercier, entre Montréal et la Rive-Sud, a fait ressurgir le projet des entreprises de camionnage d'imposer une surfacturation pour cueillir ou livrer des marchandises dans l'île de Montréal. Dans un entretien à *La Presse*, mercredi, le PDG de l'Association du camionnage du Québec, Marc Cadieux, a assuré que les transporteurs voient bondir leurs coûts d'exploitation depuis le début de 2011 en raison du temps perdu par leurs véhicules et leurs chauffeurs dans la congestion qui paralyse la métropole.

Si ce projet devait se concrétiser, Montréal pourrait devenir la seule destination, avec l'île de Manhattan, à New York, où la livraison des marchandises est frappée d'une « taxe à la congestion ». Cette facturation spéciale aurait une incidence sur le coût de livraison de toutes les denrées à Montréal et pourrait causer une augmentation du coût des aliments et de toutes les autres marchandises, dans la métropole.

L'Association du camionnage envisage cette avenue depuis plusieurs mois déjà et avait fait part de ce projet à *La Presse*, l'automne dernier, après une année marquée par un nombre anormalement élevé de chantiers routiers et d'infrastructures sur le réseau routier supérieur de la métropole et dans les rues de Montréal.



AU CŒUR DE LA VILLE TROIS SECTEURS À ÉVITER

RUE SAINT-URBAIN

La rue Saint-Urbain est bloquée à la hauteur de Saint-Joseph, où des travaux dans des réseaux d'eau ont lieu. Cette fermeture oblige les automobilistes en direction sud à tourner sur Laurier, créant des bouchons notamment en direction est, souvent jusqu'au parc Laurier.

FIN DES TRAVAUX :
OCTOBRE

QUARTIER DES SPECTACLES

Certaines rues ont été rouvertes dans le Quartier des spectacles pour la saison des festivals, mais d'autres restent fermées. C'est le cas de la rue Sainte-Catherine, close entre De Bleury et Saint-Urbain. La rue Saint-Urbain, elle, est réduite à une voie entre le boulevard De Maisonneuve et Sainte-Catherine.

FIN DES TRAVAUX :
À L'AUTOMNE

AVENUE DES PINS

L'avenue des Pins, axe est-ouest vital, va accueillir d'importants travaux cet été. Dès la fin du mois, l'artère sera fermée à l'intersection de la rue McTavish, à l'ouest de l'avenue du Parc. Un détour sera aménagé par l'avenue du Docteur-Penfield. Des maux de tête sont donc à prévoir tout l'été dans ce secteur de l'avenue des Pins.

FIN DES TRAVAUX :
SEPTEMBRE

– Gabriel Béland

SOMMAIRE

Amusez-vous!	VIVRE 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 11
Bourses	AFFAIRES 8-9
Décès	AFFAIRES 11 et 12
Forum	A24 et A25
Horaire télévision	ARTS 12
Loteries	A22
Monde	A19 à A23
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 10
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ensoleillé, max 27, min. 17
AFFAIRES 10

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE
À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE
SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

GRAND MONTRÉAL LE CHAOS

Les maires veulent un comité d'urgence

Excédés par les problèmes de circulation, les élus de la CMM sollicitent Québec et Ottawa

BRUNO BISSON

Les maires des petites et grandes villes de la région de Montréal, excédés par les problèmes de circulation qui paralysent la métropole, demandent aux ministres des Transports du Québec et du Canada de « convoquer dès maintenant un comité d'urgence » afin de planifier la réalisation des grands travaux et de coordonner les mesures d'atténuation pour améliorer la fluidité de la circulation.

Réunis en conseil, hier matin, les élus de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ont adopté une résolution demandant à Québec et Ottawa de convoquer ce comité, formé d'élus des trois ordres de gouvernement. Ils demandent aussi aux gestionnaires des grandes infrastructures, comme les ponts Champlain et Mercier ou l'échangeur Turcot, « d'évaluer les risques découlant de l'état des infrastructures du réseau routier » afin d'aider les municipalités à déployer les moyens nécessaires pour éviter des conflits entre les grands chantiers gouvernementaux et les travaux d'infrastructures municipales.

Le sujet n'était même pas à l'ordre du jour, mais la résolution, déposée par le maire de Brossard, Paul Leduc, et appuyée par Michel Bissonnet, du comité exécutif de Montréal, a été adoptée à l'unanimité par les 25 élus qui représentent Montréal, Laval, Longueuil et les municipalités de banlieue. Au conseil de la CMM, cette unanimité est en soi une sorte d'exploit.

C'est la fermeture prolongée, sans préavis, de la moitié du pont Mercier, annoncée mardi soir par le ministère des Transports du Québec, qui a mis le feu aux poudres. Même si personne n'a contesté les motifs de sécurité avancés par le MTQ pour justifier la



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Les bouchons de circulation n'ont pas épargné la Rive-Sud hier, comme ici, sur le boulevard de Mortagne entre Longueuil et Boucherville.

fermeture, les embouteillages qui en découlent irritent au plus haut point les dirigeants municipaux, qui doivent gérer les retombées de décisions qu'ils n'ont pas prises et qu'ils n'ont pas vues venir parce qu'ils n'étaient pas informés

au complet qui a fait déborder le vase.»

Le maire Tremblay inquiet

Le maire de Montréal et président de la CMM, Gérald Tremblay, l'a reconnu dans un communiqué diffusé hier:

« Le pont Mercier, a dit une source qui a préféré garder l'anonymat, ce n'est pas une goutte d'eau, c'est une piscine au complet qui a fait déborder le vase. »

des risques potentiels pour la sécurité des automobilistes.

« Le pont Mercier, a dit une source qui a préféré garder l'anonymat, ce n'est pas une goutte d'eau, c'est une piscine

« De très nombreux projets de construction et de reconstruction du réseau routier sont prévus et en cours dans le Grand Montréal, notamment ceux de l'axe du pont Champlain et de

l'échangeur Turcot. Ces seuls chantiers compliquent énormément la mobilité des biens et des personnes. La fermeture partielle du pont Mercier vient entraver encore plus la circulation dans la région. Je suis inquiet des impacts économiques et environnementaux de cette situation. »

« La fermeture du pont Mercier, a dit à *La Presse* Yves Phaneuf, conseiller à la direction générale de la CMM, s'ajoute aux bretelles fermées de l'échangeur Turcot, aux chantiers qui commencent dans les municipalités, à des fermetures de rues pour les événements d'été. C'est vraiment majeur. Le MTQ a répondu rapidement et l'AMT a mis des mesures en place, mais

il y a plein de dommages collatéraux. Et le trafic se déverse où? Dans les rues des villes. Cela affecte tout le monde. »

Les élus exigent donc d'être consultés ou, à tout le moins, informés des travaux projetés et des possibilités de fermeture d'urgence lorsqu'un ministère a des raisons de soupçonner de possibles défaillances des infrastructures de transport. Le comité, précise M. Phaneuf, serait formé d'élus, appuyés par des organismes comme l'Agence métropolitaine de transport (AMT), responsable des réseaux de transports collectifs métropolitains, et par les sociétés de transport qui relèvent des municipalités, à Montréal et en banlieue.

Un cru digne de 1990...

KARIM BENESEAIEH

La fermeture partielle du pont Mercier est venue boucler « une des pires années » au chapitre de la circulation dans la région de Montréal, estime Yves Desautels, chroniqueur à Radio-Canada.

« On dirait qu'on oublie d'une année à l'autre, mais là, c'est dans les pires, cette année. Tous les ponts de la

Rive-Sud sont touchés par ce qui arrive au pont Mercier. »

Le plus enrageant, c'est qu'il est pratiquement impossible d'éviter les embouteillages. Avec 17 chantiers actifs sur les grands axes routiers, selon les données du ministère des Transports, dont 11 considérés comme des « entraves majeures », tout le territoire montréalais est parsemé de cônes orange.

« Ça me fait penser à 1990, quand les Mohawks avaient bloqué le pont Mercier: un été infernal, dit M. Desautels. Il y a tellement de gros chantiers, dont certains qui sont là pour des années! »

Les travaux les plus importants touchent l'autoroute 15, de l'échangeur Décarie au pont Champlain en passant par l'échangeur Turcot.

L'autre axe majeur, l'autoroute Métropolitaine, est également éprouvant avec huit chantiers à lui seul, de l'échangeur Anjou jusqu'à Sainte-Anne-de-Bellevue.

Un petit effet positif

L'ouverture du nouveau pont de l'autoroute 25 a eu un effet positif sur une partie du réseau, notamment sur l'autoroute 40 Est. « Les gens de Repentigny et de Mascouche vont préférer prendre le pont de la 25 plutôt que Charles-de-Gaulle », explique le chroniqueur. Par contre, les bouchons

ont fait leur apparition plus au nord, à la jonction des autoroutes 440 et 25 (voir autre texte).

« Il n'y a pas de solution miracle, précise M. Desautels. Je dis aux gens d'essayer de partir plus tôt pour éviter l'heure de pointe. Mais je reçois les premiers appels dès 6h du matin, maintenant. Ça commence déjà à bloquer à cette heure-là, surtout depuis deux jours. »

Une note d'espoir pour les automobilistes: comme chaque année, la fermeture des écoles, le 23 juin, devrait leur donner un répit.

LOUIS VUITTON

Vendus exclusivement dans les magasins Louis Vuitton. louisvuitton.com
Ogilvy - Montreal. 514-849-6520



Le spécialiste du CONFORT

Très grande sélection de chaussures et sandales tendance adaptées à vos ORTHÈSES.



PLUS DE
250
MODÈLES

POINTURES
6 à 15
pour homme
4 à 13
pour femme

Jusqu'à 30%
de rabais

Grand choix de

LARGEUR

B à 6E pour homme
AA à 4E pour femme

Chaussures Dupuis

3963, rue Wellington à Verdun

514.762.5184

www.chaussuresdupuis.com



de l'Église À 5 minutes du pont Champlain

EN BREF

Air Transat en grève le 20 juillet?

Les employés du transporteur aérien Air Transat pourraient entamer une grève générale à compter du 20 juillet, a fait savoir le syndicat, hier soir, par voie de communiqué. Les travailleurs réunis au sein du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) ont en effet rejeté les dernières offres patronales à 95 % et voté pour un arrêt de travail à 93 %. La grève pourrait être déclenchée à n'importe quel moment après le 19 juillet. Les représentants syndicaux ont toutefois indiqué qu'ils espéraient en arriver à un règlement négocié, évitant ainsi un conflit de travail. De nouvelles discussions devraient avoir lieu mardi et jeudi prochains. Selon la présidente du syndicat, Nathalie Stringer, la compagnie persiste à réclamer des réductions de postes alors que sa situation financière ne le justifie pas. — La Presse Canadienne

PRÉCISION

Dans un article publié mercredi et intitulé « Des familles protestent contre le manque de soins », nous citons Pierrette Martel qui disait que « le personnel est peu qualifié ». Or, il aurait fallu lire que « certains membres du personnel sont peu qualifiés ». Nos excuses.

Stratégie navale controversée à Ottawa

Trois entreprises du pays convoitent deux contrats totalisant à 33 milliards de dollars



JOËL-DENIS BELLAVANCE
EXCLUSIF

OTTAWA — Deux contrats totalisant à une manne de 33 milliards de dollars convoités par trois entreprises dans trois régions importantes : la nouvelle stratégie navale du gouvernement Harper risque de faire des mécontents au pays. Certains croient qu'elle pourrait même provoquer une crise d'unité nationale.

Chose certaine, les ministres du gouvernement Harper marchent sur des œufs depuis qu'ils ont annoncé en grande pompe, il y a 12 mois, la « stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale ».

À un point tel que le cabinet fédéral a décidé de confier à un organisme indépendant – appelé le Secrétariat de la stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale (SSNACN) – le soin d'évaluer les soumissions des entreprises intéressées et d'annoncer celles qui remporteront la mise.

« C'est cet organisme qui va évaluer les soumissions et choisir celles qui vont être retenues en fonction de leur valeur. En fait, le cabinet fédéral ne participera pas à la prise de décision », a indiqué la ministre des Travaux publics, Rona Ambrose, jeudi dernier à la Chambre des communes.

À l'heure actuelle, cinq chantiers navals ont été présélectionnés, mais trois d'entre eux semblent avoir une longueur d'avance pour obtenir l'un des deux contrats. Il s'agit de la Irving Shipbuilding de Halifax, en Nouvelle-Écosse, de la Vancouver Shipyards, en

UNE FORCE NAVALE RENOUVELÉE

Les deux importants contrats doivent permettre aux chantiers navals canadiens d'avoir un carnet de commandes stable pour plusieurs années et donner ainsi de la stabilité à une industrie qui a vécu des périodes de vaches grasses et des périodes de vaches maigres.

Le premier contrat, d'une valeur de 25 milliards de dollars, vise la construction de grands navires de combat, soit 15 frégates et contre-torpilleurs et 6 à 8 navires de patrouilles extracôtiers.

Le deuxième contrat, d'une valeur approximative de 8 milliards de dollars, est pour la construction de navires de soutien interarmées pour la marine, des brise-glaces et des navires scientifiques pour la garde côtière. Le chantier naval qui n'obtiendra pas l'un de ces deux contrats pourra toujours se battre sur les projets de construction de petits navires (2 milliards).

la protection qu'a obtenue Chantiers Davie en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers.

Crise politique?

Le SSNACN doit annoncer les chantiers navals qui obtiendront ces deux lucratifs contrats en septembre. Dans les coulisses, les conservateurs sont conscients que cette décision risque de soulever la colère d'une région qui n'obtiendra pas les énormes retombées économiques de ces investissements, les plus importants effectués par le gouvernement fédéral dans la construction navale depuis la Seconde Guerre mondiale.

« Cette décision va provoquer un ressac, c'est évident. On risque d'assister à une crise politique comparable à celle qui a éclaté quand le gou-

Dans les coulisses, les conservateurs sont conscients que cette décision risque de soulever la colère d'une région qui n'obtiendra pas les énormes retombées économiques de ces investissements.

vernement Mulroney a décidé d'octroyer le contrat d'entretien des CF-18 à Canadair de Montréal alors qu'il aurait dû revenir à Bristol Aerospace de Winnipeg », a confié à *La Presse* une source conservatrice bien au fait du dossier.

vernement Mulroney a décidé d'octroyer le contrat d'entretien des CF-18 à Canadair de Montréal alors qu'il aurait dû revenir à Bristol Aerospace de Winnipeg », a confié à *La Presse* une source conservatrice bien au fait du dossier.



PHOTO PATRICE LAROCHE, ARCHIVES LE SOLEIL

Chantiers Davie, à Lévis, fait partie des entreprises qui ont jusqu'au 7 juillet pour déposer leurs soumissions.

Cette décision controversée du gouvernement Mulroney en 1986 avait soulevé une vive colère dans les provinces de l'Ouest, provoqué un schisme chez les conservateurs et mené à la création du Parti réformiste.

Consciente de l'importance de cet enjeu, la première ministre de la Colombie-Britannique Christy Clark est venue à Ottawa la semaine dernière afin de plaider en faveur de la Vancouver Shipyards. Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, Darrell Dexter, a tenté de rencontrer le caucus conservateur

des provinces atlantiques la semaine dernière pour favoriser la cause de la Irving Shipbuilding.

Les députés conservateurs ont refusé de le rencontrer, mais cela ne l'a pas empêché de vanter la candidature du chantier naval d'Halifax dans une entrevue à l'émission *Power Play* du réseau CTV Newsnet mardi.

Mais selon certaines sources, le gouvernement Charest s'est montré plutôt discret dans ce dossier au cours des dernières semaines. « Le gouvernement du Québec a été absent derniè-

rement », a relevé une source conservatrice.

Fait important, le gouvernement Harper ne compte plus que cinq députés conservateurs au Québec. En Colombie-Britannique, les conservateurs détiennent 21 des 36 sièges tandis qu'en Nouvelle-Écosse, ils en ont 4 sur 11.

Les 35 milliards de dollars que compte investir le gouvernement Harper dans sa stratégie navale au cours des 30 prochaines années donneront un sérieux coup de pouce aux deux entreprises qui obtiendront les contrats.

Économisez 44%
LE BOXEUR PIXELS GÉANTS 9⁹⁹

Un motif clé qui émerge partout dans la mode, imprimé ici en format surdimensionné en couleurs primaires sur un boxeur taille basse en coton stretch. Devant profilé, large élastique blanc, doux tissage confort. Tons dominants vifs combinés de rouge, jaune, bleu, vert. Une exclusivité du 31. Tp.p.m.g.tg. Rég. 18.00 style 5503.

Économisez 33%
LE SLIP RÉTRO STRETCH 7⁹⁹

Une valeur Simons exceptionnelle, un slip très apprécié pour sa forme rétro taille basse profilée et toute découpée par des contours blancs sur des coloris mode au choix de mauve, orange, olive, jaune, rouge, bleu, noir ou blanc. Tp.p.m.g.tg. Rég. 12.00 style 4890.

achats EN LIGNE
simons.ca

POLITIQUE



C'est avec stupéfaction et horreur que j'ai vu mon parti provoquer lui-même le psychodrame sur une question aussi secondaire qu'un amphithéâtre. On vient de dilapider complètement notre capital politique acquis au congrès. — Martin Barrabé, président de Marie-Victorin



Vent de panique au PQ

Les militants péquistes sont très inquiets pour l'avenir du parti, révèlent des enregistrements des échanges entre Pauline Marois et les circonscriptions



DENIS LESSARD
DU BUREAU
DE QUÉBEC
EXCLUSIF

Des enregistrements d'échanges privés obtenus par *La Presse* entre Pauline Marois et les lieutenants du PQ de tout le Québec illustrent à quel point les troupes ont été traumatisées par la crise qu'a traversée leur parti la semaine dernière. Dans la fébrilité de la démission de quatre députés, des critiques ont fusé sur la décision de cautionner un projet de loi sur l'amphithéâtre de Québec, stratégie qui, aux yeux de bien des présidents d'association, risque d'avoir des conséquences graves pour l'avenir du parti.

La Presse a obtenu deux enregistrements des conférences téléphoniques que Pauline Marois a eues d'urgence mercredi soir dernier avec l'ensemble des présidents de région et de circonscription. Personne n'y a remis ouvertement en question son leadership, plusieurs lui ont renouvelé leur confiance et de nombreux présidents ont salué le courage avec lequel elle a reconnu rapidement qu'elle avait commis une lourde erreur en appuyant le projet de loi 204 sans consulter son caucus. Mais, dans le secret du huis clos, plusieurs ont souligné le tort énorme qu'a causé cette manœuvre à l'organisation péquiste.

Médusée d'apprendre qu'il existe un enregistrement de ces échanges, Nicole Stafford, la chef de cabinet de M^{me} Marois, s'est exclamée

hier soir: « On ne pourra pas dire que le PQ ne fonctionne pas en totale transparence et qu'on empêche les gens de s'exprimer! » Elle a paru rassurée quand elle a constaté que la totalité des échanges circulait et non seulement les plus tendus.

Questionné sur les déclarations qu'il a faites à huis clos la semaine dernière, Atim Leon, président de Montréal-Centre, s'est dit estomaqué par le fait que ses propos aient été enregistrés. « Qu'un militant ait fait ça, c'est pitoyable », a-t-il lancé.

Capital politique « dilapidé »

Durant la conférence téléphonique, les présidents ont semblé plus préoccupés par les conséquences de la crise que par la remise en question de leur chef. « Nous ne pouvons plus nous permettre ce genre d'égarément. Le prochain risque d'être fatal », a laissé tomber Martin Barrabé, président de Marie-Victorin, circonscription de Bernard Drainville. « Indrédible » devant les événements, il souligne avoir donné son appui à la chef lors du vote de confiance au dernier congrès « pour éviter le psychodrame de 2005 », lorsque M. Landry a démissionné. « C'est avec stupéfaction et horreur que j'ai vu mon parti provoquer lui-même le psychodrame sur une question aussi secondaire qu'un amphithéâtre. Par cette erreur, on vient de dilapider complètement notre capital politique acquis au congrès. La direction du parti a un examen de conscience à faire sur sa lecture de l'opinion publique et sa conduite », a lancé M. Barrabé.

Les présidents ont parlé à tour de rôle, impatients parce que le temps était compté, après une présentation de M^{me} Marois sur les dessous de la crise qui a mené à la démis-

sion de Louise Beaudoin, Lisette Lapointe, Pierre Curzi et Jean-Martin Aussant.

Atim Leon, président de Montréal-Centre, estime qu'il faut comprendre cette crise comme une crise du leadership politique. « Je ne vous vise pas personnellement uniquement, a-t-il dit à M^{me} Marois. C'est l'ensemble des leaders politiques qui sont visés, une course au leadership aujourd'hui serait inopportune. Ce qui est remis en question, c'est notre façon de faire de la politique, de prendre notre électorat pour acquis, faire sortir le vote avec une machine électorale, une vieille façon de faire de la politique. »

« Une erreur stratégique grave »

Durant la conférence, il n'a pas caché son mécontentement: « On est dans une crise, on se retrouve dans une conférence téléphonique où on a 30 secondes pour parler.

« On est dans une crise, on se retrouve dans une conférence téléphonique où on a 30 secondes pour parler. C'est en deçà de mes attentes. »

— Atim Leon, président de Montréal-Centre

C'est en deçà de mes attentes. À Montréal, le tapis est en train de nous glisser sous les pieds », a-t-il lancé, convaincu que le PQ actuel n'est plus capable de réformes importantes comme le zonage agricole ou le financement des partis politiques.

Président de Gouin, où Françoise David s'est présentée deux fois, Jacques Thériault n'a pas mâché ses mots: selon lui, c'est Québec solidaire qui va profiter de cette bévue. « J'ai été estomaqué quand j'ai appris que le parti présentait un projet de

loi. Je ne vois pas pourquoi on s'est acharnée là-dedans. On a eu une erreur stratégique grave avec les conséquences qu'on connaît. Dans Gouin, on est dans une situation particulière. Pendant que Robin des bois, Amir Khadir, se fait aller, cela amène du crédit à M^{me} David. Cela nous a fait très mal, dans Gouin. On va la battre, mais on va avoir besoin d'aide, c'est bien évident. »

Ancien député et représentant de Laval, Michel Leduc, a vite vu les conséquences qu'aura le fait que quatre députés souverainistes prennent quotidiennement leurs distances du PQ.

« Les médias vont être à l'écoute de ces gens-là, qui ne vont pas se gêner pour critiquer les positions du Parti québécois. » Mais M. Leduc comprend les démissionnaires: « Quand Curzi dit qu'il y a une question d'éthique à la base, il a raison. Je ne comprends pas pourquoi le PQ

vif que M^{me} Marois a eu avec Hadrien Parizeau, petit-fils de l'ancien premier ministre et président de Crémazie. L'enregistrement le démontre.

« J'ai mal à mon parti! lance le jeune Parizeau, qui s'est porté à la défense de Lisette Lapointe, la femme de son grand-père, égratignée par plusieurs intervenants. « Quand vous dénigrez Lisette Lapointe parce qu'elle attaque votre leadership... J'ai écouté Jean-Martin Aussant, qui, lui, a demandé vote démission. Je ne comprends pas! », lance-t-il à Pauline Marois.

« Je ne comprends pas le déni de plusieurs présidents de comté. Quatre des députés les plus importants ont quitté! M. Aussant est probablement l'avenir de notre parti, c'est quelqu'un qui aurait pu, sur les questions économiques, remplacer M. Parizeau », poursuit le jeune militant. « On a décidé dans Crémazie de demander du changement à la direction du parti, que ce soit avec ou sans M^{me} Marois », conclut-il.

« En toute amitié, on me dit que Crémazie organisait une fronde et une pétition pour demander ma démission. J'aurais quelque résistance à continuer avec une députée qui me conteste! », a répliqué Pauline Marois. Hadrien Parizeau toutefois, soutient que cette pétition n'a jamais existé.

Dissidents courtisés

Toute la soirée, M^{me} Marois a dit souhaiter le retour des démissionnaires, confié qu'elle avait serré M. Aussant dans ses bras pour le convaincre de rester. Mais il n'était pas question de ramener M^{me} Lapointe au caucus péquiste.

Pour convaincre les autres dissidents de revenir, la chef péquiste a incité les militants à leur « envoyer de petits

« Petits messages d'amour »

La Presse a déjà décrit l'échange particulièrement

Quadrillé optique
style 65753

Quadrillé minimaliste
style 65753

Denim batik
style 35542

Cargo ergonomique épuré
style 64871

LES CORSAIRES DÉBARQUENT EN VILLE 39⁹⁵

simons

achats EN LIGNE simons.ca



L'impression est qu'on a agi par électoralisme. Le PQ a abdicé son rôle d'opposition, et la véritable opposition est devenue Québec solidaire.

— Michel Leduc, président de Laval



PHOTO CLÉMENT ALLARD, ARCHIVES PC

Pauline Marois a dit souhaiter le retour des démissionnaires, confié qu'elle avait serré Jean-Martin Aussant dans ses bras pour le convaincre de rester. Mais il n'était pas question de ramener Lisette Lapointe au caucus péquiste.

messages de sympathie et d'amour».

Pour Alexis Gagné-Lebrun, d'Hochelega-Maisonnette, «la cour est pleine». Le jeune militant a rappelé avoir maintes fois signifié son malaise devant des positions du PQ, sans succès. « Sans parler de la mise de côté de notre éthique pour gagner des votes dans la région de Québec avec le projet de loi 204 », lance-t-il. Se plaignant de ne pas avoir de voix comme militant du parti, il attaque les propos plus lénifiants de plusieurs présidents: « Ce que j'entends ici est aussi positif que la conférence téléphonique du 1^{er} mai (la veille des élections fédérales). J'ai peur! »

« On va se calmer un petit peu. On est dû pour une petite rencontre », dit M^{me} Marois.

« Il y a des erreurs plus difficiles à accepter que d'autres. La crise a été créée au sein même du parti, ce n'est pas les autres, dit pour sa part Vincent Grenier, de Pointe-aux-Trembles. Cela peut venir d'une impression un peu forte à la suite des élections du 2 mai. Il y a une espèce de vent de panique. »

« Première place par défaut »

Représentant de Rosemont, où siège Louise Beaudoin, Philippe Mailhot se montre décontenancé: « Dans une semaine, j'ai une réunion et je n'ai aucune idée de ce qu'aura l'air l'exécutif. Les gens soutiennent vraiment M^{me} Beaudoin. Pour le financement et les activités, il n'y a rien à espérer pour quelques mois. Ils sont assez inquiets

du point de vue électoral. Si on est en première place dans les sondages, c'est par défaut. Je suis vraiment inquiet pour le PQ aux prochaines élections. »

François Lemay, de Saint-Henri-Sainte-Anne, la gaffe ne pouvait tomber à un plus mauvais moment. « C'est le pire des timings! », dit-il. La disparition du Bloc projetait le PQ comme seul défenseur des intérêts du Québec; aussi, « on risque de payer plus cher et de façon plus durable ces événements. Je vous invite à la lucidité. Il ne faut pas être défaitiste, mais il faut prendre la mesure de la gravité dans laquelle se retrouve le PQ aujourd'hui et ne pas sous-estimer la difficulté de surmonter la situation. On le sent sur le

terrain, cela va prendre un certain temps pour avoir le *guts* d'aller vendre des cartes de membre et aller faire du financement! »

L'aile parlementaire sur la sellette

Gabriel Massicotte, d'Abitibi-Ouest, soutient qu'un militant a voulu se lancer un congrès à la direction du PQ après les événements de la semaine dernière. « Les gens sont extrêmement déçus par la façon dont cela a été géré par l'aile parlementaire. Cette crise vient de l'aile parlementaire, on devrait leur dire qu'on ne peut se décoller de ce qu'on s'est voté au congrès », lance le président de François Gendron.

Sur la Côte-Nord, Daniel Naud a quant à lui expliqué

que l'organisation a dû suspendre son opération de financement et de renouvellement de membres. « On attend que la poussière retombe. On est déçus, on avait juste à laisser Charest s'aplatir et on est allés s'avancer la face pour recevoir le coup de bâton! »

Dans la région de Québec, plusieurs présidents ont été miséricordieux avec M^{me} Marois, mais l'ancien candidat dans Jean-Talon, Neko Likongo, n'a pas caché sa déception: « On est vraiment déçus de voir le parti subir une crise de cette ampleur. On le voit sur le terrain, les gens de l'exécutif disent: "On va laisser faire les téléphones (de sollicitation) pour un moment." Le projet a été piloté de manière trop précipitée. »

Chasse ouverte aux immigrants illégaux



CINÉMA
CE SOIR 21 h
■ DROIT DE
PASSAGE

DRAME POLICIER AVEC HARRISON FORD DANS LE RÔLE DE MAX BROGAN, UN AGENT DES SERVICES D'IMMIGRATION DE LOS ANGELES.

telequebec.tv



Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

POLITIQUE

Des péquistes de Laval font pression sur Marois

La chef du PQ est invitée à revoir son entourage

EXCLUSIF

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — L'association péquiste de Fabre, à Laval, demande à Pauline Marois de « procéder à des changements » dans son entourage pour éviter que la crise ne s'aggrave.

Dans une résolution adoptée à l'unanimité le 6 juin, les membres du bureau de direction affirment que la démission de Louise Beaudoin, Lisette Lapointe et Pierre Curzi les « incite à croire que certains changements dans l'environnement immédiat de la chef seraient opportuns ». Ils invitent « respectueusement la chef à procéder à ces changements avec célérité, en vue d'éviter que la situation actuelle ne se dégrade encore plus ».

« Tout en affirmant son appui à la chef du parti, le comité de direction de Fabre invite celle-ci à prendre acte de la situation actuelle et de ses conséquences néfastes, actuelles et futures », dit encore la résolution.

La semaine dernière, Lisette Lapointe, lorsqu'elle a annoncé qu'elle quittait le PQ, a accusé l'entourage de la chef de faire preuve d'une « autorité outran-



Dans la foulée de la démission fracassante des députés Louise Beaudoin, Pierre Curzi et Lisette Lapointe, l'association péquiste de Fabre croit que des changements sont souhaitables dans l'entourage de Pauline Marois.

PHOTO CLÉMENT ALLARD, ARCHIVES PQ

cière ». En outre, comme l'a écrit *La Presse* hier, le président du Parti québécois de Montréal-Centre, Atim Leon, réclame la tête de Nicole Stafford, directrice de cabinet de M^{me} Marois. L'association de Fabre ne nomme toutefois personne dans sa résolution.

Pas un désaveu

« On veut que M^{me} Marois réfléchisse à son image, a expliqué son président, François-Gyçelain Rocque. Est-ce la chef de cabinet qui devrait se faire parler dans le coin? Est-ce que Pascal Monette (le directeur des

communications) devrait se faire parler aussi? Je ne veux pas dire qu'il faut qu'elle les congédie, ce n'est pas de mon ressort. On dit qu'on aimerait qu'elle réfléchisse à ça. » Il ne connaît « personnellement » ni M^{me} Stafford ni M. Monette, mais il dit avoir

des « échos » selon lesquels la chef de cabinet a « de la poigne ». Il a souligné que la résolution de Fabre n'est pas une attaque contre la direction de M^{me} Marois, « une femme extraordinaire ».

En entrevue à la radio de Radio-Canada, Pauline Marois a affirmé qu'elle privilégie « un changement d'attitude, pas nécessairement un changement de personnes ». Faire le ménage dans son entourage, « ça ne changera pas les choses », a-t-elle dit.

Le président du PQ de Laval, Michel Leduc, n'était pas au courant de la résolution de Fabre lorsque *La Presse* l'a joint hier. « À mon avis, Fabre est isolé dans Laval, là-dessus. Je n'en connais pas d'autres » qui ont adopté une résolution semblable, a-t-il dit.

Michel Leduc chapeaute les associations de cinq circonscriptions. « Tout le monde est solidaire de M^{me} Marois. Ça ne retousse nulle part », a lancé ce militant de longue date.

Il déplore la « guéguerre interne » autour de la « gouvernance souverainiste » proposée par Pauline Marois. « Certains trouvent que M^{me} Marois est trop lente, trop molle par rapport à la souveraineté. C'est sûr qu'on peut toujours être plus dur, plus radical. Mais elle a choisi la voie plus stratégique, plus prudente, peut-être plus lente. »

La stratégie de la chef « a passé comme une balle » au congrès d'avril, a-t-il souligné. « Elle laisse beaucoup de latitude à un éventuel gouvernement souverainiste. Il faut se rendre compte que perdre un troisième référendum, c'est mettre la clé sous la porte. Donc, il faut avancer avec une certaine prudence. C'est ce que demande M^{me} Marois: une certaine prudence. »

NOUVEAU COLISÉE À QUÉBEC

Le commissaire au lobbyisme ouvre une enquête

TOMMY CHOUINARD ET FABRICE DE PIERREBOURG

Une autre controverse touche le projet d'amphithéâtre à Québec. Le commissaire au lobbyisme a décidé d'ouvrir une enquête parce que, à la suite de vérifications entreprises au mois de mars, il soupçonne que des illégalités ont entaché les négociations sur le contrat de gestion du nouveau Colisée.

« Après avoir examiné les documents obtenus de la Ville de Québec dans le dossier du nouvel amphithéâtre », M^e François Casgrain « a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu des manquements à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme au regard de l'inscription au registre des lobbyistes », peut-on lire dans un communiqué de presse diffusé hier. « En conséquence, il annonce qu'il poursuit désormais le traitement du dossier en mode enquête ».

Le commissaire a refusé de donner plus de détails « afin de ne pas nuire au processus d'enquête ».

Selon la loi, pour faire du lobbyisme auprès de « titulaires de charges publiques », les entreprises doivent s'inscrire à un registre public.

Le maire de Québec, Régis

Labeaume, avait précisé en mars que six sociétés avaient montré de l'intérêt et participé aux négociations pour gérer le nouveau Colisée. Or seule Quebecor, qui a finalement signé une entente de gré à gré avec la Ville, s'est inscrite au registre.

Bell avait aussi fait une offre à la Ville, mais elle ne s'est inscrite au registre que le 10 mai, avec un mois et demi de retard selon les dispositions de la loi.

M^e François Casgrain « a des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu des manquements à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme ».

Elle avait négocié du 25 janvier au 27 février. Or, elle avait 30 jours, donc jusqu'au 26 mars, pour s'inscrire au registre.

Mario Bédard n'est pas visé par l'enquête puisque le groupe J'ai ma place, qu'il a fondé pour pousser le dossier de l'amphithéâtre et trouver du financement, est un organisme à but non lucratif. À ce titre, il n'est donc pas assujéti à la Loi sur le lobbyisme. Mais dans son dernier rap-

port annuel, le commissaire recommande « la révision du champ d'application de la Loi relativement aux organismes à but non lucratif ».

Le commissaire au lobbyisme devra de toute évidence analyser le rôle qu'a joué Yvon Charest, président de l'Industrielle Alliance. Régis Labeaume l'avait mandaté l'automne dernier pour trouver des partenaires privés et négocier avec eux. M. Charest a agi bénévolement, sans contrat.

« À l'issue de cette enquête, soit le dossier est fermé, soit il est déferé au Directeur des poursuites criminelles et pénales, dit la directrice des communications du commissaire au lobbyisme, Louise-Andrée Moisan. Le ou les fautifs risquent des amendes de 500 à 25 000\$ par manquement constaté. Il peut aussi y avoir sanctions disciplinaires. »

Régis Labeaume ne risque pas de se faire taper sur les doigts par le commissaire. Selon la loi, le titulaire d'une charge publique n'est pas obligé de vérifier si un lobbyiste figure au registre, et aucune sanction ne peut être prise contre lui. Mais politiquement, le maire serait embarrassé si le commissaire confirme que la loi a été violée.

PAPA
NE VOUS
ÉCOUTERA
PLUS !

Avec un casque Bose, papa ne vous demandera plus de baisser le ton.



BOSE QC-3
399 \$
avec réducteur
de bruit

BOSE QC-15
349 \$
avec réducteur
de bruit



BOSE

EN PRIMEUR CE SOIR...

ARTS
SPECTACLES LA PRESSEOn vous
questionnesur votre niveau
d'activitéOn vous
fait courirdans nos
boutiquesOn
analysel'interaction de votre
pied avec le soulierOn
trouve
la chaussure
la mieux adaptée
à vos besoinsBOUTIQUE
COURIR

présente

asics®

Gel-Speedstar 5
Soulier « light trainer »

Homme

Une boutique sur la Rive-Sud :
1085, chemin Chambly LONGUEUIL • 450 674-4436

Une boutique sur le Plateau-Mont-Royal :
4452, rue Saint-Denis, MONTRÉAL • 514 499-9600

www.boutiquecourir.com

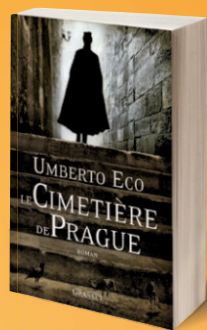
Lecture rafraîchissante!

L'ÉTÉ SAUVAGE d'Elin Hilderbrand
Jean-Claude Lattès

Après l'annulation brutale des fiançailles de sa fille aînée, Birdie part avec cette dernière, sur une île au large de Nantucket. Avant la fin de l'été, des vérités tragiques seront révélées, d'anciennes amours renouées et de nouvelles idylles auront émergé.



L'ÎLE SOUS LA MER
ISABEL ALLENDE, GRASSET
Ce roman est une histoire d'amour, une fresque historique et un hommage à la première révolution des esclaves de l'histoire. Isabel Allende dresse le portrait d'une femme hors du commun.



LE CIMETIÈRE DE PRAGUE
UMBERTO ECO, GRASSET
Trente ans après *Le Nom de la rose*, Umberto Eco nous offre le grand roman du XIX^e siècle secret. Les ingrédients font de ce savoureux feuilleton un diabolique roman d'apprentissage.



LA SEPTIÈME VAGUE
DANIEL GLATTAUER, GRASSET
Après le grand succès de *Quand souffle le vent du nord*, nous retrouvons Emmi et Leo. Dans ce roman virtuose le charme agit. Leo et Emmi finiront de s'esquiver pour mieux... s'aimer!



LES IMPERFECTIONNISTES
TOM RACHMAN, GRASSET
Ce roman choral magistralement orchestré, raconte en onze histoires croisées, les mésaventures hilarantes d'artisans qui gravitent autour d'un anonyme et farfelu journal international basé à Rome...



UNE ENQUÊTE PHILOSOPHIQUE
PHILIP KERR, MASQUE
Une double enquête, policière et philosophique, menée par Philip Kerr avec un brio époustouflant.



LE LIVRE PERDU DES SORTILÈGES
DEBORAH HARKNESS, ORBIT
Ce premier roman, d'une historienne de Californie mêle avec brio passion et sensualité, réalisme et fantastique, quête ésotérique et suspense. « Une lecture incontournable qui transcende les genres. » -Booklist

Le gouvernement renouvelle le permis de Sécur-Action

L'agence de sécurité privée a pourtant été bannie par le SPVM et la Sûreté du Québec



FABRICE DE PIERREBOURG
EXCLUSIF

La firme de sécurité Sécur-Action, évincée l'automne dernier des locaux de la police de Montréal, de la Sûreté du Québec et des deux palais de justice de Montréal, vient malgré tout de voir son permis d'agence de sécurité renouvelé pour trois ans par l'organisme chargé de régir la profession pour le compte du gouvernement, a appris *La Presse*.

Le « permis d'agence de gardiennage » de la firme administrée par Eric Beaupré, qui arrivait à échéance en mars dernier, a été reconduit jusqu'au 31 mars 2014.

M^e Jérôme Dussault, secrétaire du Bureau de la sécurité privée (BSP), explique que « toute agence qui a son permis accordé ou renouvelé a été en mesure de démontrer qu'elle respecte les exigences de la loi et de ses règlements ».

C'est la SQ qui vérifie les antécédents des demandeurs pour le compte du Bureau. « Nous faisons ces vérifications à partir de la liste de noms que nous fournit le BSP, explique Martine Isabelle, porte-parole de la SQ. Le Bureau décide ensuite d'accorder ou non le permis en fonction des renseignements que nous lui avons fournis et avec l'outil qu'il a, c'est-à-dire la loi. »

Déjà, à l'époque, Jean-Guy Dagenais, qui dirigeait alors l'Association des policiers provinciaux du Québec, avait invité le gouvernement et le Bureau de la sécurité privée à « refaire leurs devoirs » puisque, selon lui, « il y en a qui se sont faufilés dans les mailles du filet » de la nouvelle loi adoptée en 2006. Celle-ci devait resserrer les règles d'attribution des permis et assainir la profession.

La donne pourrait changer bientôt. Le ministre Dutil a déposé mi-mai un projet de loi qui donnera un tour de vis à cette loi et rendra la SQ plus « proactive ».

On note en particulier l'obligation de la Sûreté du Québec (SQ) de donner son avis au Bureau de la sécurité privée (BSP) quant au respect des conditions par les demandeurs de permis, et un élargissement de ses vérifications à une « seconde couche » d'actionnaires « lorsque le propriétaire, un actionnaire ou un associé est une société ou une personne morale », pour éviter le recours aux prête-noms. Mais ce sera toujours le BSP qui aura le dernier mot.

La SQ pourra aussi à tout moment faire des vérifications sur une agence dont le permis est valide. Le BSP peut déjà révoquer ou suspendre un permis en tout temps.

Résiliations en cascade

L'automne dernier, *La Presse* a publié une enquête sur cette firme, choisie par l'ex-chef de police Yvan Delorme pour garder le quartier général du SPVM, rue Saint-Urbain. Sécur-Action avait remplacé au pied levé la firme BCIA, propriété de Luigi Coretti, elle-même éclaboussée par la controverse avant de déclarer faillite.

Sécur-Action gardait aussi l'édifice de la SQ à Montréal ainsi que celui qui abrite l'escouade Marteau, alors que la direction de Sécur-Action entretenait des liens d'affaires et même d'amitié avec des individus du milieu de la construction, en particulier Tony Accurso et l'un de ses fils.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

L'automne dernier, *La Presse* a publié une enquête sur Sécur-Action, qui gardait le quartier général du SPVM, l'édifice de la SQ à Montréal ainsi que celui qui abrite l'escouade Marteau, alors que la direction de Sécur-Action entretenait des liens avec des gens du milieu de la construction, en particulier Tony Accurso et l'un de ses fils.

La Presse avait aussi révélé les fréquentations et antécédents judiciaires du directeur des opérations de cette firme et bras droit d'Eric Beaupré. Ce cadre avait déjà été accusé d'extorsion et de voies de fait graves, en plus d'avoir été condamné à un an de prison à purger dans la communauté pour production de marijuana. Ce passé judiciaire avait échappé à la SQ et au BSP puisque ce cadre était considéré par Sécur-Action comme ayant un simple rôle administratif qui ne nécessitait pas de permis d'agent. Son existence était donc passée sous le radar des autorités.

Dans la foulée de ces révélations, et après avoir mené ses propres enquêtes, le maire de Montréal et son nouveau chef de police, Marc Parent, avaient évincé Sécur-Action des locaux du SPVM. La SQ et le ministère de la Sécurité publique leur avaient emboîté le pas en résiliant leurs contrats avec cette firme.

La SQ avait justifié ainsi sa décision: « Les vérifications débutées depuis déjà quelques jours et des informations additionnelles récemment obtenues l'amènent à résilier ses liens contractuels avec ladite agence. »

Comment expliquer que, sept mois plus tard, l'enquête de la SQ ait permis à Sécur-Action de conserver son permis alors qu'elle est persona non grata dans ses propres locaux? « Nos exigences sont plus sévères et on ne peut laisser planer aucun doute », dit Martine Isabelle.

Le 27 mai, le sous-ministre des Affaires municipales Marc Lacroix a informé le DG de Montréal que ses vérificateurs allaient se pencher sur le processus d'attribution des contrats du SPVM à des firmes de sécurité privées.

Pour joindre notre journaliste: fdepierrebourg@lapresse.ca

ACTUALITÉS

PROCÈS DE CLAUDE LAROUCHE

L'accusé n'était pas dans un épisode de paranoïa, selon un psychiatre

CAROLINE TOUZIN

Claude Larouche n'était assurément pas dans un épisode de paranoïa causé par sa consommation de cocaïne le soir où il a étranglé Natasha Cournoyer, selon le psychiatre Gilles Chamberland.

La Couronne a fait témoigner le psychiatre en contre-preuve, hier, au procès de Claude Larouche, au palais de justice de Montréal. Le menuisier de 49 ans est accusé du meurtre prémédité de la fonctionnaire de 37 ans.

Le D^r Chamberland, qui pratique à l'hôpital du Sacré-Cœur, a confirmé que la cocaïne peut causer un effet de paranoïa, comme l'avait expliqué la veille le pharmacologue qui témoignait à la demande de la défense, le D^r Louis Léonard.

Toutefois, après avoir assisté au témoignage de Claude Larouche, le D^r Chamberland est convaincu que l'accusé n'avait pas les symptômes d'un délire paranoïaque ou d'une psychose toxique.

L'accusé a raconté qu'il avait déjà consommé une

grande quantité de cocaïne et de crack lorsqu'il s'est rendu à un rendez-vous avec un vendeur de cocaïne dans le stationnement de Place Laval.

Une fois dans le stationnement, il a consommé ce qu'il lui restait de drogue dans sa fourgonnette, dont il avait laissé une porte ouverte. Il a attendu une heure et demie.

ver la victime tellement il était centré sur sa consommation. « On est aux antipodes de quelqu'un de méfiant. Je dirais même qu'il a été négligent », a dit le D^r Chamberland.

Autre anomalie, selon lui: Larouche dit avoir forcé sa victime à entrer dans sa fourgonnette après avoir été surpris par son arrivée.

Le D^r Chamberland ne croit pas non plus que les trous de mémoire de l'accusé soient causés par la cocaïne ou même par le drame en tant que tel. Il arrive que des soldats qui ont commis des gestes atroces à la guerre ne s'en souviennent pas en détail. Leur cerveau se « coupe » de cette information pour leur éviter de

La réaction de Claude Larouche (l'accusé), qui a regardé les photos de l'autopsie (de la victime) sans broncher lorsqu'il a témoigné pour sa défense, n'est pas compatible avec celle d'un homme traumatisé par les événements, selon le D^r Gilles Chamberland.

Pendant tout ce temps, jamais il n'a tenté de joindre le trafiquant, qui tardait à arriver.

Des doutes

Or, la paranoïa causée par la cocaïne se manifeste par une méfiance extrême et une bonne dose d'impatience. « Ici, on a quelqu'un qui fait preuve d'une patience assez extraordinaire », a observé le psychiatre.

Larouche affirme qu'il n'a même pas entendu arri-

« C'est illogique de prendre quelqu'un dont on a peur et de s'enfermer avec lui. C'est comme mettre un loup dans une cage, puis entrer dans la cage avec lui. »

L'accusé a aussi raconté avoir fait le ménage de la chambre du motel Lido plus tard ce soir-là, alors que la victime gisait inerte sur le plancher. Il fait preuve d'un « calme olympien » pour une personne sous l'influence de la cocaïne, a dit le psychiatre.

souffrir. Lorsqu'ils en repartent, ils sont souvent bouleversés, traumatisés, a décrit le psychiatre.

La réaction de Larouche, qui a regardé les photos de l'autopsie sans broncher lorsqu'il a témoigné pour sa défense, n'est pas compatible avec celle d'un homme traumatisé par les événements, selon le D^r Chamberland.

Une étude mal interprétée

Par ailleurs, le psychiatre a remis en question l'inter-

prétation qu'a faite l'expert de la défense, le pharmacologue Louis Léonard, d'une étude sur la consommation de cocaïne. Rappelons que la défense prétend que l'accusé était trop intoxiqué pour avoir prémédité le meurtre de Natasha Cournoyer.

La veille, le D^r Léonard avait cité à maintes reprises une étude portant sur 87 personnes qui, selon ce qu'il disait, avaient commis un homicide alors qu'elles étaient sous l'effet de la cocaïne. Dans 40 % des cas, a-t-il dit, leur consommation aurait directement contribué au crime.

Or, le D^r Chamberland a retrouvé cette étude américaine et s'est rendu compte qu'elle ne portait pas sur des meurtriers, mais bien sur des victimes d'homicide. Il s'agissait de consommateurs de cocaïne tués par leur fournisseur ou en raison de leurs dettes de drogue.

Ce qu'il faut en conclure, selon le D^r Chamberland, c'est que les consommateurs de cocaïne ont un risque accru de mourir par homicide. Cette étude n'aurait ainsi plus rien à voir avec la cause de Claude Larouche.

Enlevée dans le stationnement de la Place Laval le 1^{er} octobre 2009, Natasha Cournoyer a été agressée sexuellement, ligotée et étranglée.

Le contre-interrogatoire du D^r Chamberland commence ce matin. L'accusé est défendu par M^{es} Richard Rougeau et Sonia Mastromatteo. La Couronne est représentée par M^{me} Éliane Perreault.

EN BREF

Procès d'une mère accusée d'avoir agressé sa fille

Le procès d'une mère accusée d'attentat à la pudeur à l'encontre de sa propre fille a commencé hier au palais de justice de Québec. La femme de 63 ans, qui habite maintenant Montréal, fait face à huit chefs d'accusation pour des voies de fait avec lésions, négligence criminelle et attentat à la pudeur sur sa fille. La sexagénaire est également accusée d'avoir permis la prostitution de sa fille, qui avait 6 ans au début des crimes. Ces derniers se sont déroulés à Québec entre mars 1969 et mars 1980. Lorsque sa mère l'a agressée sexuellement, la fille s'est jetée par une fenêtre, et s'est blessée. Le procès se poursuit au palais de justice de Québec.

— La Presse Canadienne

Un homme dans un état critique à Lévis après avoir été arrêté

Un homme se trouvait dans un état critique, hier soir, au lendemain de son arrestation par la police de Lévis. L'individu âgé de 38 ans a été arrêté par les policiers peu après 18h, mercredi, à la suite de l'appel d'un citoyen concernant un véhicule qui louvoyait sur la route. Les policiers ont repéré le véhicule au centre de la chaussée du chemin des Îles, à Pintendre, en périphérie de Lévis. Ils ont arrêté le conducteur pour conduite avec facultés affaiblies. L'homme ayant subi un malaise alors qu'il se trouvait dans la voiture des policiers, ceux-ci l'ont immédiatement conduit vers un centre hospitalier de la région de Lévis, où l'on craint pour sa vie.

— La Presse Canadienne

Une collision frontale impliquant un autobus d'écoliers fait une victime

Une collision frontale entre un autobus d'écoliers et une voiture a fait une victime, mercredi, à Saint-Honoré, au Saguenay-Lac-Saint-Jean. La collision est survenue vers 16 h sur le boulevard Martel, à indiqué une porte-parole de la Sûreté du Québec, Geneviève Bruneau. Les pinces de désincarcération ont été utilisées pour extirper de son véhicule la conductrice, âgée de 56 ans, qui a succombé à ses blessures plus tard à l'hôpital. Les passagers de l'autobus ont été blessés légèrement. Ils ont tous été transportés au centre hospitalier par mesure préventive. Selon un témoin, la voiture zigzaguait dans les moments précédant l'impact, a indiqué M^{me} Bruneau.

— La Presse Canadienne



RECEVEZ ET PAYEZ VOS FACTURES MALGRÉ L'INTERRUPTION DES SERVICES DE POSTES CANADA.

Hydro-Québec vous rappelle que la date d'échéance de votre facture reste la même.

Voici la marche à suivre afin d'éviter les frais d'administration :

- Inscrivez-vous à la Facture Internet, au www.hydroquebec.com/facture.
- N'envoyez pas votre paiement par la poste.
- Pour obtenir le solde de votre compte, communiquez avec nous, au **514 385-7252** ou au **1 888 385-7252** (option 5 puis option 1).
- Effectuez votre paiement par l'entremise de votre institution financière, soit au guichet automatique, par Internet ou au comptoir. Assurez-vous d'avoir en main votre numéro de compte qui commence par 299.

Hydro Québec



VOUS NE POURRIEZ CHOISIR

MKS 2011

MORT DE LA PETITE BIANCA LEDUC

Le plus jeune des conducteurs est acquitté

CHRISTIANE DESJARDINS

Le plus jeune des deux conducteurs accusés de négligence criminelle et de conduite dangereuse ayant causé la mort de la petite Bianca Leduc, l'après-midi du 31 octobre 2007, a été acquitté hier, au palais de justice de Salaberry-de-Valleyfield.

Le jeune homme, que nous ne pouvons nommer que par ses initiales (C.R.) puisqu'il avait 17 ans au moment des faits, a été jugé en Chambre de la jeunesse. En résumant sa décision, hier, le juge Mario Gervais s'est dit convaincu que l'accusé avait fait son arrêt obligatoire, le jour

des événements. C.R. l'a affirmé au cours de son témoignage. Et des témoins oculaires l'ont confirmé. «C'est un horrible drame, mais il n'y a pas de responsabilité criminelle», a dit le magistrat.

Il n'a pas la même conviction quant à l'autre accusé, Brandon Pardi, dont il a qualifié la conduite automobile d'«inatendue, imprévisible et ahurissante», mais il a rappelé qu'il n'est pas le juge de ce dernier.

Brandon Pardi fêtait ses 18 ans le jour du drame. Il a tenté d'être lui aussi jugé comme mineur. Sa cause s'est rendue jusqu'en Cour suprême,

où il a été débouté. Il est jugé comme adulte dans un procès à part, en Cour criminelle.

Dépassement

Le jour des événements, les deux jeunes conduisaient chacun une voiture pour se rendre chez une amie. C.R., qui avait son permis depuis une semaine, avait la voiture de ses parents, tandis que Pardi, qui n'avait qu'un permis d'apprenti conducteur, avait pris celle de son frère. Ils ont roulé l'un derrière l'autre dans un quartier résidentiel de L'Île-Perrot.

Selon la preuve qui a été faite devant le juge Gervais, C.R.

faisait son arrêt obligatoire à l'intersection des rues Des Érables et Giffard quand Brandon Pardi est arrivé à toute allure derrière lui. En fait, Pardi aurait tenté de dépasser son ami par la gauche, faisant fi de l'arrêt. Voyant l'autre arriver en trombe dans son rétroviseur, le cadet a voulu tourner à gauche pour éviter la collision qui s'annonçait. Les deux voitures se sont percutées au milieu de l'intersection et se sont retrouvées sur le terrain de la résidence de Jacynthe Bégin. La Volkswagen Golf conduite par Brandon Pardi a fauché la petite Bianca Leduc, âgée de 3 ans.

La collision s'est produite dans

une zone où la vitesse maximale autorisée est de 30 km/h. Au cours du procès, un expert a établi que Pardi devait rouler à au moins 72 km/h, alors que le plus jeune roulait à 38 km/h.

Hier, le juge a annoncé dès le début de l'audience que le jeune homme était acquitté. Il a ensuite expliqué sa décision à Nadine Leduc, mère de Bianca, qui se trouvait dans la salle d'audience avec sa petite fille de 4 mois. «Je vous invite à profiter de ce que la vie offre de positif. La vie vous donne une belle petite fille en santé, je souhaite que cette maternité vous comble de bonheur», a dit le juge.



UN MOMENT PLUS SENSÉ

MKX 2011

Les pédiatres contre des peines plus sévères pour les adolescents

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — La Société canadienne de pédiatrie (SCP) affirme que le fait de condamner dès l'âge de 14 ans les jeunes contrevenants coupables de délits graves ou violents sera lourd de conséquences négatives.

La SCP s'associe à d'autres organismes, dont l'Association du Barreau canadien, pour demander au gouvernement du Canada de revoir les modifications proposées à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.

Le projet de loi C-4, déposé en mars 2010, est mort au feuillet à l'annonce des élections, mais il

pourrait refaire surface au début de la prochaine session du Parlement.

Dangereuses lacunes

Jean-Yves Frappier, président désigné de la SCP, croit que les modifications proposées pourraient créer de dangereuses lacunes dans les services, l'éducation et les soins de santé, lesquelles auront des conséquences négatives sur la santé des adolescents incarcérés.

Il croit que des mesures sensibles et efficaces doivent refléter le fait que les adolescents sont différents des adultes. Il estime que la loi actuelle, qui respecte la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations

unies, est conforme aux principes de la réadaptation et de la réintégration. Les modifications proposées menacent de mettre l'accent sur l'incarcération, selon le D' Frappier.

La Société canadienne de pédiatrie propose plutôt que le gouvernement fédéral travaille avec les provinces et les territoires pour établir une stratégie nationale de prévention des crimes chez les jeunes, y compris le dépistage et le traitement des problèmes de comportement et de santé mentale.

Les adolescents incarcérés devraient aussi recevoir des soins de santé physique et mentale adaptés à leur développement.

Élèves handicapés ou en difficulté

Les enseignants s'entendent avec Québec

PASCALE BRETON

Les quelque 70 000 enseignants représentés par la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) et l'Association provinciale des enseignants du Québec (APEQ-CSQ) ont convenu d'une lettre d'entente avec Québec concernant l'intégration des élèves handicapés ou en difficulté d'apprentissage ou d'adaptation (EHDA).

Dès septembre, un dépistage précoce sera fait auprès des élèves de première année pour identifier les élèves en difficulté. Une mesure que la FSE juge primordiale. «On brise le cercle vicieux des élèves à risque», s'est réjouie la présidente, Manon Bernard. En contrepartie, les syndicats ont renoncé à l'instaur

ation d'une limite quantitative – un ratio – d'élèves handicapés ou en difficulté au sein d'une même classe. Un budget de 52 millions de dollars supplémentaires est consenti pour les diverses mesures prévues, notamment pour la création de classes répit ou de classes spécialisées, l'ajout de ressources auprès des élèves ainsi que davantage de temps pour que l'enseignant se consacre à certaines tâches, dont les plans d'intervention.

Il s'agit d'une entente déterminante pour le milieu scolaire, a souligné la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp. «Nous avons fait un grand grand, pas quand on sait que c'était une des préoccupations les plus importantes du personnel enseignant au Québec.»



DE VOUS PROCURER UN LINCOLN



NAVIGATOR 2011

ACTUALITÉS

VILLE DE MONTRÉAL

Les élus pourront continuer de gazouiller

GABRIEL BÉLAND

Les élus pourront continuer d'utiliser le réseau social Twitter durant les séances du conseil municipal de Montréal. Un groupe chargé d'étudier la question a décidé hier de le permettre parce « qu'on ne peut être contre le progrès ».

« Les médias sociaux sont là pour rester. Les élus vont pouvoir continuer de tweeter tant qu'ils respectent leurs collègues et n'emploient pas de termes antiparlementaires », a expliqué Marvin Rotrand, conseiller du district Snowdon et vice-président de la commission de la présidence, chargée d'établir le décorum à l'hôtel de ville.

Les propos des conseillers sur Twitter seront maintenant soumis aux règles parlementaires: tout terme antiparlementaire pourra être sanctionné par le président de l'assemblée, a dit M. Rotrand.

À titre d'exemple, un conseiller montréalais qui qualifierait un collègue de « girouette » sur Twitter pendant une séance du conseil devrait se rétracter. Tout écart de langage sur les réseaux sociaux sera signalé au président, qui prendra les mesures disciplinaires appropriées.

Marvin Rotrand et les autres membres de la commission se sont penchés sur la question à la demande du conseiller Lionel Perez. L'élu d'Union Montréal s'était plaint d'avoir



Le conseiller Marvin Rotrand (à gauche), vice-président de la commission de la présidence, chargée d'établir le décorum à l'hôtel de ville, a confirmé que les élus pourraient continuer d'intervenir sur Twitter à l'avenir. Sur notre photo, M. Rotrand apparaît à côté du maire Gérald Tremblay lors d'une réunion du conseil tenue en février dernier.

été la cible d'un « gazouillis » antiparlementaire lors de la dernière assemblée du conseil – Benoit Dorais, de Vision Montréal, l'avait traité de « matamore ». Piqué au vif, Lionel Perez a aussitôt dénoncé le tweet en pleine assemblée. Le mot « matamore » est antiparlementaire, selon la liste

des expressions prosrites par l'Assemblée nationale, qu'utilise aussi le conseil municipal.

L'application des nouvelles règles sur les réseaux sociaux reposera sur les élus. Le président de l'assemblée ne va pas suivre tous les comptes Twitter et Facebook des conseillers

pour s'assurer qu'ils sont

convenables. « Comment cela peut-il être applicable? Ce sera difficile, admet Marvin Rotrand. Ça va prendre le leadership des chefs des trois formations. S'il y a violation, il faudra que quelqu'un le signale au président. »

Des dizaines de conseillers municipaux utilisent actuel-

lement Facebook et Twitter sur une base régulière. Ils y parlent de la pluie et du beau temps, ou encore des projets en cours dans leur arrondissement. Mais les jours de conseil, leurs messages prennent un ton plus partisan. Plusieurs élus utilisent leur téléphone intelligent pour commenter le déroulement des activités, ce qui soulève ces nouvelles questions de décorum.

Pas de blâme pour Alex Norris

La commission de la présidence a aussi décidé hier de ne pas blâmer formellement le conseiller du Mile End, Alex Norris, de Projet Montréal, pour une altercation survenue lors de la dernière réunion du Conseil.

Fâché que la présidente lui demande de mettre une cravate comme le veut la tradition, M. Norris avait apostrophé Elsie Lefebvre. Selon des témoins, il s'était approché « à deux pouces » de la présidente et s'était adressé à elle avec agressivité.

La commission a néanmoins écrit une « lettre d'avertissement » qui sera déposée à la prochaine réunion du conseil, lundi. « On a décidé par consensus qu'une lettre était nécessaire, pas à cause de son refus de mettre la cravate, mais bien à cause de son comportement », a expliqué M. Rotrand.

Les victimes d'AVC attendent trop avant d'être traitées

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les Canadiens victimes d'accidents vasculaires cérébraux (AVC) ne se rendent pas assez rapidement à l'hôpital, et lorsqu'ils le font, ils doivent parfois attendre plusieurs heures avant d'être traités, selon une nouvelle étude.

Cette étude, rendue publique hier par le Réseau canadien contre les accidents cérébrovasculaires (RCCACV), laisse entendre que ni les victimes ni le personnel des hôpitaux ne considèrent ce type d'affection comme un cas d'urgence médicale.

Robert Côté, professeur en neurologie à l'Université McGill et médecin à l'Hôpital général de Montréal, affirme que chaque minute de retard dans le traitement d'un AVC se solde par la mort de 2 millions de cellules dans le cerveau de la victime.

Et selon M. Côté, plusieurs Canadiens ne tiennent pas les AVC pour des urgences médicales.

Les plus grandes chances de rétablissement complet à la suite d'un accident vasculaire cérébral se présentent à l'inté-

rieur d'une fenêtre de quatre heures et demie après les premiers symptômes de l'AVC. Au cours de cette période, les médecins peuvent administrer sans risque un médicament appelé tPa (activateur tissulaire du plasminogène), utilisé pour briser les caillots et rétablir la circulation sanguine vers le cerveau.

L'étude du RCCACV avance que les deux tiers des victimes d'AVC au Canada attendent trop longtemps. Dans certains cas, cette attente dépasserait même largement la fenêtre au cours de laquelle le tPa peut être administré sans danger.

Le chef de la direction du RCCACV, le D^r Antoine Hakim, a expliqué que l'AVC devenait une réalité avec laquelle la victime devrait vivre le reste de son existence si rien n'était fait au cours de ces quatre heures et demie.

Malgré cela, les hôpitaux ne traiteraient pas assez rapidement les victimes d'AVC. En fait, selon l'étude du RCCACV, seulement 22 % des patients ont eu une tomodensitométrie ou une imagerie par résonance magnétique à l'intérieur d'une heure après avoir été hospitalisés.

LES POLICIERS ACCEPTENT LES OFFRES DE LA VILLE



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Les policiers de Montréal ont accepté les offres de la Ville, à l'issue d'une consultation de deux jours qui s'est terminée hier soir. Les 4500 policiers montréalais ont voté en faveur du renouvellement de leur convention collective à plus de 80 %. La Fraternité des policiers a conclu une entente de principe avec la Ville de Montréal le 10 juin dernier. Le vote massif des membres de la Fraternité vient donc sceller la nouvelle convention, dont les détails ne sont pas connus pour l'instant. Les policiers montréalais étaient sans contrat de travail depuis le 31 décembre 2010. Ils voulaient que le caractère particulier de la tâche des policiers de Montréal soit reconnu, avec la complexité qu'implique la métropole. Leurs demandes salariales se chiffraient à une augmentation de 4 % par année durant trois ans. — GABRIEL BÉLAND ET LA PRESSE CANADIENNE

FAITES LE PLEIN DE SCIENCE. C'EST GRATUIT.

SUR LES QUAIS DU VIEUX-PORT
DU 17 AU 19 JUIN 2011
60 CHAPITEAUX ET PLUS DE 100 ACTIVITÉS
RENCONTRES AVEC DES SCIENTIFIQUES ■ SPECTACLES
■ ATELIERS ■ RALLYE ■ CONFÉRENCES ■ EXPOSITION

WFESTIVAL
HEUREKA!
LA SCIENCE MET LE NEZ DEHORS



Festivaleureka.ca

Un projet coréalisé par
CRE de Montréal

CENTRE DES SCIENCES DE MONTRÉAL

Québec

LA PRESSE CANADIENNE

TELUS

Hydro Québec

SOCIÉTÉ DU QUAI DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

Canada

TARIF EMPLOYÉS LINCOLN[±]

NOUS PARTAGEONS NOS PRIX AVEC VOUS.

MKZ 2011

Votre Tarif Employés

33 357 \$*

Frais de transport et taxe sur l'air climatisé inclus

Le Tarif Employés comprend :

Rajustement de prix 2 693 \$

Allocation-livraison 4 000 \$

Rajustements de prix totaux 6 693 \$



Les membres Costco admissibles reçoivent 1 000 \$ de rabais additionnel**.

De plus, vous pouvez choisir entre l'ensemble décor sport, le système de navigation à commande vocale ou le toit ouvrant transparent à commande électrique.



Ensemble décor sport représenté

LA GAMME LINCOLN 2011

Incluant, de série, le système de connectivité à commande vocale SYNC[®] de Lincoln, des sièges avant chauffants et refroidissants, et l'entrée sans clé à télécommande.

MKX 2011

à traction intégrale

Votre Tarif Employés

44 735 \$*

Frais de transport et taxe sur l'air climatisé inclus

Le Tarif Employés comprend :

Rajustements de prix totaux 3 415 \$



Les membres Costco admissibles reçoivent 1 000 \$ de rabais additionnel**.



MKT 2011

à traction intégrale

Votre Tarif Employés

46 059 \$*

Frais de transport et taxe sur l'air climatisé inclus

Le Tarif Employés comprend :

Rajustement de prix 3 041 \$

Allocation-livraison 2 500 \$

Rajustements de prix totaux 5 541 \$



Les membres Costco admissibles reçoivent 1 000 \$ de rabais additionnel**.

MKS 2011

Votre Tarif Employés

43 764 \$*

Frais de transport et taxe sur l'air climatisé inclus

Le Tarif Employés comprend :

Rajustement de prix 2 786 \$

Allocation-livraison 2 500 \$

Rajustements de prix totaux 5 286 \$



Les membres Costco admissibles reçoivent 1 000 \$ de rabais additionnel**.



NAVIGATOR 2011

Votre Tarif Employés

69 622 \$*

Frais de transport et taxe sur l'air climatisé inclus

Le Tarif Employés comprend :

Rajustement de prix 5 628 \$

Allocation-livraison 1 500 \$

Rajustements de prix totaux 7 128 \$



Les membres Costco admissibles reçoivent 1 000 \$ de rabais additionnel**.

lincolncanada.com

L'INTELLIGENCE D'ALLER AU-DELÀ DU LUXE.



LINCOLN

Le concessionnaire peut vendre ou louer à moindre prix. Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Lincoln ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Lincoln au 1 800 565-3673. *L'offre Tarif Employés Lincoln (le « Tarif Employés ») est en vigueur du 16 juin au 31 août 2011 seulement (la « période du programme ») et s'applique au programme « A », habituellement offert aux employés de Lincoln, mais exclut les bonus négociés avec les TGA ou d'autres offres d'encouragement spéciales dont les employés peuvent bénéficier de temps à autre. Le Tarif Employés s'applique à l'achat ou à la location de tous les véhicules Lincoln 2011 et 2012 neufs. Le nouveau véhicule doit être commandé à l'usine ou livré chez votre concessionnaire Lincoln participant durant la période du programme. L'offre Tarif Employés peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford Canada soit au moment de la commande à l'usine ou de la livraison, mais pas dans les deux cas. Cette offre ne peut être combinée à l'assistance compétitivité des prix, aux réductions de prix aux gouvernements, au programme de primes pour parc commerciaux, aux primes pour la location quotidienne, ni aux programmes de fidélité Plans A/VZ/DV et Plans A/Z. *Achetez un véhicule Lincoln 2011 neuf parmi les suivants : MKZ à traction avant / MKX à traction intégrale / MKT à traction intégrale / MKS à traction avant / Navigator pour 33 357 \$ / 44 735 \$ / 46 059 \$ / 43 764 \$ / 69 622 \$. Après déduction du rajustement total de 6 693 \$ / 3 415 \$ / 5 541 \$ / 5 286 \$ / 7 128 \$ (le rajustement total est une combinaison du rajustement Tarif Employés de 2 693 \$ / 3 415 \$ / 3 041 \$ / 2 786 \$ / 5 628 \$ et de l'allocation-livraison de 4 000 \$ / 0 \$ / 2 500 \$ / 2 500 \$ / 1 500 \$). Ces offres incluent les frais de transport de 150 \$ et la taxe sur l'air climatisé de 100 \$, mais excluent les frais d'immatriculation, l'inscription au ROPRM (coursa/0 y a financement), les assurances, le plein de carburant, tous les frais ou taxes au profit de l'environnement et toutes les taxes applicables. Tous les prix sont basés sur le prix de détail suggéré par le constructeur (PDS). Les taxes s'appliquent au montant total de l'achat après déduction du rajustement total, et avant la déduction de la prime Costco. Cette offre peut être combinée à la plupart des autres offres au détail de Ford Canada faites aux consommateurs et qui sont en vigueur au moment soit de la commande à l'usine, soit de la livraison, mais non des deux. Les allocations-livraison ne peuvent être combinées aux programmes de primes pour les parcs commerciaux. *Certains téléphones cellulaires ou lecteurs multimédia peuvent ne pas être entièrement compatibles – consultez www.lincolncanada.com pour obtenir la liste des téléphones cellulaires, lecteurs multimédia et fonctions compatibles. La distraction du conducteur peut occasionner la perte de maîtrise du véhicule, des accidents et des blessures. Ford recommande aux conducteurs de faire preuve de prudence lorsqu'ils utilisent les téléphones cellulaires, même ceux dotés de la commande vocale. N'utilisez les téléphones cellulaires et autres appareils non essentiels à la conduite, même ceux dotés de la commande vocale, que lorsque les conditions sont sécuritaires. SYNC[®] est offert de série pour certains véhicules Lincoln. *Cette offre est en vigueur du 16 juin au 31 août 2011 (la « période de l'offre ») et s'adresse aux résidents canadiens membres en règle de Costco, en date du 31 mars 2011 ou avant. Profitez de cette offre aux membres Costco de 1 000 \$ CAN de réduction à l'achat ou à la location de la plupart des véhicules Ford ou Lincoln 2011 et 2012 neufs à l'exception des véhicules suivants : Fiesta, Focus, Ranger, Raptor, GT 500, Mustang Boss 302 et les camions de poids moyens (chaque étant un « véhicule admissible »). Le nouveau véhicule doit être livré et commandé à l'usine par votre concessionnaire Ford ou Lincoln participant durant la période de l'offre. Cette offre n'est valable que chez les concessionnaires participants et est assujettie à la disponibilité des véhicules, et peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location d'un (1) véhicule admissible par membre admissible Costco, jusqu'à concurrence de deux (2) véhicules par numéro de membre Costco seulement. Cette offre est transférable aux personnes vivant dans le même foyer qu'un membre admissible Costco. Cette offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford Canada (Lincoln), soit au moment de la commande à l'usine (le véhicule doit être commandé durant la période de l'offre), soit au moment de la livraison, mais non des deux. Cette offre ne peut être combinée à l'assistance compétitivité des prix, à la réduction de prix aux gouvernements, aux primes pour la location quotidienne, au programme d'encouragement aux modifications commerciales ou au programme de primes aux parcs commerciaux. Les taxes s'appliquent avant la déduction de 1 000 \$ CAN. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer moins cher. Offre d'une durée limitée. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. © 2011 Ford du Canada Limited. Tous droits réservés. *Obtenez, au choix, un toit ouvrant transparent à commande électrique, l'ensemble décor sport ou le système de navigation à commande vocale avec lecteur DVD (chaque étant une « option boni »), à l'achat ou à la location ou par suite d'une commande à l'usine de tout véhicule Lincoln MKZ 2011 neuf (chaque étant un « véhicule admissible » entre le 1er février et le 30 juin 2011). Les clients ne souhaitant pas se prévaloir de l'option boni seront admissibles à une prime au comptant de 1 000 \$ pouvant être convertie soit en acompte, soit sous forme de bon de réduction de la part de Ford Canada. Une (1) seule offre d'option boni est applicable par véhicule admissible, jusqu'à concurrence de deux (2) véhicules admissibles à l'achat par personne. Cette offre ne peut être combinée à l'assistance compétitivité des prix, aux réductions de prix aux gouvernements ou aux offres inclutives à la location quotidienne.

ACTUALITÉS

700 kilomètres à pied contre le gaz de schiste

CHARLES CÔTÉ

Ils sont partis de Rimouski il y a 33 jours et arrivent demain à Montréal. Ils sont dans la vingtaine pour la plupart, mais il y a aussi une famille représentée par trois générations et une jeune mère de 26 ans avec son bébé de 11 mois.

Jamais moins d'une trentaine, parfois près d'une centaine à la fois, ils demandent un moratoire d'une génération sur l'exploitation du gaz de schiste au Québec. « On a choisi notre trajet en fonction de la formation géologique, et on la parcourt d'un bout à l'autre », dit Philippe Dumont, étudiant âgé de 23 ans qui se dit « bien impliqué dans le mouvement écologiste ».

Sept cents kilomètres à pied, ça use surtout la patience de vivre ensemble, mais c'est motivant, affirment plusieurs marcheurs.

Colin St-Cyr-Duhamel, 21 ans, étudiant et marionnettiste de Montréal, a découvert un Québec qu'il ne soupçonnait pas. « C'est impressionnant de voir comment toutes ces petites communautés sont capables de se mobiliser et comment on a été accueillis », dit-il.

Son père, Philippe Duhamel, traducteur âgé de 49 ans, s'occupe de la logistique de la marche avec son propre père, Éric, 74 ans. Mais ils marchent aussi. « J'ai fait 600 des 700 kilomètres, dit le grand-père, ensei-



Trois générations d'une même famille ont pris part à la marche entre Rimouski et Montréal contre le gaz de schiste: Colin St-Cyr-Duhamel (le fils), Philippe Duhamel (le père) et Éric Duhamel (le grand-père).

gnant à la retraite. Je le fais pour mes petits-enfants. Il faut aller vers les énergies vertes. Les énergies fossiles, c'est fini. Le gaz de schiste, c'est comme si on avait pressé le citron au maximum et qu'on était rendu à gratter la pelure pour en tirer du jus.»

Hier, la marche passait dans le patelin de Lise Perreault, à

Richelieu. L'an dernier, elle a subi le voisinage d'un forage gazier. Pour elle, la marche montre qu'on peut faire quelque chose. « Souvent, dit-elle, les gens croient que ça ne donne rien de résister. Mais on éveille les consciences. Moi, je crois qu'il n'y a pas une seule redevance qui nous rendra notre eau et nos terres agricoles.»

Comme d'autres, Marie-Neige Besner, 21 ans, de Maniwaki, a perdu un peu la notion du temps et commence à ressentir la fatigue. « On se lève tous les jours à 7 h, on marche et, le soir, il y a un défilé et un spectacle.» Mais elle se réjouit de l'accueil qu'elle a reçu. « Les gens qui viennent marcher avec nous

sentent qu'ils font une différence », dit-elle.

Marie-Pier Darveau, 26 ans, étudiante de Québec, a marché 12 jours avec sa fille, Laure, 11 mois. « Ça la concerne encore plus que moi, dit-elle. Les risques du gaz de schiste n'en valent pas la peine. Et d'être là avec mon bébé, j'espère que ça montre que tout le monde peut faire sa part.»

Pour Jason Rivest, 27 ans, étudiant de Montréal, « le gaz de schiste est la catastrophe écologique la plus grave qu'on puisse voir venir au Québec ». Ce qu'il a vu le long du chemin l'a encouragé. « On a rencontré des gens formidables, et c'est impossible que l'industrie gagne contre eux.»

Olivier Houde, 28 ans, marche autant contre le gaz de schiste que pour la démocratie. « La façon dont tout s'est décidé montre qu'il y a des lacunes dans le système démocratique », dit-il.

La marche a attiré Pablo Lugo, 42 ans, qui a emmené son fils de 2 ans, Carlos David. M. Lugo, immigré d'origine colombienne de Joliette, a fait la grève de la faim pendant 40 jours contre le gaz de schiste l'hiver dernier. « Les gens font trop confiance aux multinationales. En Colombie, elles débarquent et prennent les ressources. Ici, au Québec, si 80 % des gens sont contre, il faut les respecter.»

Les marcheurs arriveront demain à Montréal. Ils invitent le public à se joindre à eux à partir de midi pour la traversée du pont Jacques-Cartier, après quoi ils iront rejoindre une manifestation qui doit commencer à 14 h devant le siège d'Hydro-Québec.

Et après? « On va tout faire pour que les compagnies foutent le camp, dit Éric Duhamel. On va faire comme ils ont fait en Allemagne pour bloquer le nucléaire. On va faire de la résistance pacifique.»

MEMBRE ÉLITE



ALCOA – ALUMINERIE DE DESCHAMBAULT, ENTREPRISE D'EXCEPTION EN EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE.

Alcoa a atteint un nouveau sommet en efficacité énergétique en réduisant la consommation annuelle d'électricité de son usine de Deschambault de plus de 300 GWh. Cette performance inégalée lui permet de devenir membre Élite du réseau Électrique et confirme son statut d'ambassadeur de l'efficacité énergétique.



UN ENGAGEMENT EXEMPLAIRE!

Située au bord du Saint-Laurent, cette usine a une capacité de production annuelle de 260 000 tonnes métriques d'aluminium. Le groupe Alcoa fête cette année le 10^e anniversaire de l'intégration de l'ensemble de ses installations au Québec.

Hydro-Québec tient à saluer le leadership et les efforts continus de tout le personnel et du comité Énergie, qui font d'Alcoa – Aluminerie de Deschambault un modèle pour les entreprises d'ici.



CARIGNAN

Un petit marécage qui fait jaser

CHARLES CÔTÉ

Le sort d'une petite île marécageuse soulève bien des passions à Carignan, dont les citoyens contestent l'adoption d'un nouveau règlement de zonage.

Et les inondations de cette année ont relancé le débat.

« Je suis allé dans l'île la semaine dernière et j'ai pris des relevés GPS pour vérifier la surface constructible, dit Claude Savoie, de Nature Carignan. Au maximum, il y aura de la place pour cinq maisons. Est-ce que ça vaut la peine de détruire l'écosystème de l'île au Foïn pour quelques maisons? »

Officiellement, l'île au Foïn, nichée entre le bassin de Chambly et la rivière de l'Acadie, est constructible à 25 %. Un promoteur immobilier souhaite depuis 25 ans y faire un lotissement. Le reste est en zone inondable.

Carignan veut consacrer le zonage résidentiel de l'île au Foïn, alors que des centaines de citoyens auraient voulu que le nouveau zonage interdise la construction dans l'île et garantisse sa préservation.

Le mois dernier, la Commission municipale a donné raison à la Ville et confirmé que le règlement de zonage était conforme au plan d'urbanisme.

Mardi, la bataille se transporta à l'hôtel de ville, qui ouvrira un registre sur son projet de règlement. Si au moins 500 citoyens le signent, la Ville devra tenir un référendum ou changer son projet de règlement.

Dans un bulletin municipal récent, la mairesse Louise Lavigne a affirmé que le nouveau plan d'urbanisme de la Ville avait créé 17 nouvelles zones protégées d'une superficie totale de plus de 15 % du territoire.

« L'île au Foïn est en zone inondable donc protégée à 75 %, dit Hélène Magnan, responsable des communications de la Ville. La portion de 25 % constructible appartient au promoteur, et on ne peut l'empêcher de construire.»

Mais bien des citoyens estiment que la biodiversité de l'île au Foïn en fait le joyau de Carignan.

Entourée de chenaux et traversée par une piste cyclable, elle abrite un écosystème forestier exceptionnel.

La Ville affirme que sa réglementation contre la coupe d'arbres offre une protection suffisante.

De son côté, le promoteur, Mario Venafro, poursuit la Ville au motif qu'il a subi une expropriation déguisée quand le zonage a été changé, il y a quelques années, pour interdire les tours d'habitation sur son terrain.

« Ils ont empêché la construction de condos et le zonage est devenu unifamilial. En plus, on ne peut pas couper d'arbres, dit M. Venafro. Maintenant, les opposants veulent un parc, mais la Ville n'a pas moyen de nous exproprier. Je dis à la Ville: faites ce que vous voulez, mais faites-le légalement.»

Le registre sera ouvert de 9 h à 19 h mardi à l'hôtel de ville de Carignan.

EN BREF

Fini la culture du pot thérapeutique à la maison

Le gouvernement fédéral s'apprête à resserrer la réglementation relative à la culture du cannabis médical. La ministre fédérale de la Santé, Leona Aglukkaq, souhaite exclure les particuliers et Santé Canada des activités de production de cannabis thérapeutique. La ministre désire plutôt que des

permis pour produire du cannabis médical soient délivrés à des tierces parties. Ottawa devrait annoncer d'ici quelques jours le début de consultations à ce sujet. Cette décision fait suite à des plaintes de maires et de services policiers et de pompiers voulant que les personnes ayant la permission de produire du cannabis médical en cultivent souvent plus que nécessaire et qu'elles alimentent la criminalité.

— La Presse Canadienne

LOCK-OUT À POSTES CANADA

Les deux parties se rencontrent

PHILIPPE
TEISCEIRA-LESSARD
LA PRESSE CANADIENNE

Le dirigeant de Postes Canada et celui du syndicat des postiers se sont rencontrés, hier, au deuxième jour du lock-out décrété par la société d'État.

Cette réunion a eu lieu alors que plane la menace d'une loi spéciale qui forcerait le retour au travail des postiers.

Lisa Raitt, la ministre fédérale du Travail, a prévenu qu'elle pourrait déposer dès lundi un tel projet au Parlement.

C'est le président du Syndicat des travailleurs et des travailleuses des postes, Denis Lemelin, qui avait demandé la rencontre de jeudi.

Par ailleurs, Postes Canada a confirmé qu'une entente avait déjà été conclue avec les syndiqués pour assurer la livraison des différentes prestations sociales lundi prochain.

Au fédéral, les chèques du régime de pensions du Canada et les prestations fiscales pour les enfants seront notamment livrés. Seuls l'Alberta et le

Québec ont demandé à la société d'État de continuer à livrer leurs chèques. Les bénéficiaires québécois du régime des rentes, de l'aide à l'enfance et de la sécurité du revenu continueront donc à recevoir les sommes auxquelles ils ont droit.

Neuf mille facteurs assureront la livraison de ce courrier, a affirmé Anick Losier, porte-parole de Postes Canada. Ces employés se sont portés volontaires, mais seront rémunérés normalement.

Par ailleurs, c'est au syndicat de choisir le moment

où le lock-out se terminera, a fait valoir la porte-parole. « Il faut qu'il regarde l'offre qu'on a mise sur la table », a-t-elle plaidé, lui demandant du même souffle d'être « réaliste ».

« Il faut avoir des conversations réelles à propos de l'avenir de la compagnie. »

La direction de Postes Canada s'adresse d'ailleurs directement à ses employés à travers deux vidéos mises en ligne hier.

Dans l'enregistrement en français, le chef de l'exploita-

tion de Postes Canada, Jacques Côté, affirme que le lock-out a été une décision difficile à prendre, mais constituait le meilleur moyen pour « mettre une fin rapide au conflit de travail en cours ».

Les grèves tournantes ont coûté 100 millions à la société d'État, a soutenu M. Côté.

Les syndiqués de Postes Canada ont fait plus d'une dizaine de jours de grèves tournantes partout au pays avant que l'employeur ne décrète un lock-out en fin de soirée mardi.

Canon

Pour tout ce qui compte

LE NOUVEAU REBEL T3i

Avec un écran pivotant



Nommé le meilleur appareil reflex numérique de sa catégorie!

**Incredible :
L'écran pivote sur 270° !**

EOS
**REBEL
T3i**

accompagnés d'un ensemble objectif 18-55 mm IS



EOS
**REBEL
T3**

accompagnés d'un ensemble objectif 18-55 mm IS



Les choix de couleurs peuvent varier d'un détaillant à l'autre.

999⁹⁹ \$*

**+NOUVEAU
RABAIS INSTANTANÉS**
Voir les détails en magasin

Voyez la photographie sous une autre perspective

- L'écran ACL à angle variable de 3,0 po facilite la réalisation de photos difficiles à prendre.
- Obtenez une qualité d'image et un rendement remarquables grâce à la fonction vidéo HD pleine résolution 1080p.
- Le zoom numérique vidéo 10x vous permet de faire un zoom avant et arrière pendant l'enregistrement.



649⁹⁹ \$*

**+NOUVEAU
RABAIS INSTANTANÉS**
Voir les détails en magasin

Opter pour un reflex numérique n'aura jamais été aussi facile

- Le nouveau guide de fonctions fournit des conseils et des directives à l'écran pendant la prise de vues.
- Le boîtier est offert en quatre choix de couleurs expressives assorties à votre style.
- L'écran ACL clair et brillant de 2,7 po permet de filmer des séquences vidéo en toute facilité.



GUIDE DES
FONCTIONS À
L'ÉCRAN

12,2 MEGA
PIXELS
CMOS



Plus de 70 objectifs pour toutes les situations et tous les styles de photo

Canon vous offre une gamme complète d'objectifs. Qu'il s'agisse de photographier un oiseau rare en gros plan ou d'obtenir une vue d'ensemble du terrain de jeu, les objectifs légendaires de Canon vous permettent de capturer de superbes images et des séquences vidéo du tonnerre avec une netteté incroyable.

www.canon.ca/eosfeatures

*Prix de détail suggéré du fabricant (« PDSF »). Le détaillant peut fixer un prix inférieur au PDSF. Les remises instantanées sont valides du 1er juin au 3 juillet 2011 ou jusqu'à épuisement des stocks. Bien qu'elle déploie des efforts raisonnables pour inclure des renseignements à jour dans cette annonce, Canon Canada Inc. (CCI) ne peut en garantir l'exactitude. CCI n'assume donc aucune responsabilité à l'égard de toute erreur ou omission relative au contenu de cette publicité. †Le Rebel T3i de Canon a reçu le prix du meilleur appareil reflex numérique d'entrée de gamme à la XXe réunion annuelle de la TIPPA. La Technical Image Press Association (TIPPA) est une association à but non lucratif. « Pour tout ce qui compte » est une marque de commerce de Canon Canada Inc. Canon et Rebel sont des marques déposées de Canon Inc. © 2011, Canon Canada Inc.

POLITIQUE

ENTREVUE AVEC JACK LAYTON

Défendre le Québec, mais pas à tout prix



MALORIE BEAUCHEMIN
ENVOYÉE SPÉCIALE
VANCOUVER

Six semaines après avoir été promu au rang de chef de l'opposition officielle à Ottawa grâce à un tsunami orange qui a déferlé sur le Québec, Jack Layton se dit toujours prêt à défendre les intérêts des Québécois, mais sans plier sur certains principes.

Cette semaine, le NPD a fait une virulente sortie contre l'exportation de l'amiante chrysotile, s'inscrivant en faux avec le gouvernement conservateur de Stephen Harper, mais aussi celui de Jean Charest, à Québec.

Ainsi, même avec 59 députés provenant de la Belle Province, sur les 103 membres que compte maintenant son caucus, le chef néo-démocrate n'entend pas défendre n'importe quelle position adoptée par Québec. C'est une question de principe, prévient Jack Layton.

« On respecte les opinions de l'Assemblée nationale. Mais des fois, il y aura des occasions où il y aura des différences », indique le chef néo-démocrate, en entrevue à *La Presse*, à quelques heures de l'ouverture du congrès du NPD à Vancouver.

La santé avant l'industrie

« L'important, c'est de s'assurer que la population connaît notre position avant de voter, poursuit-il. Notre position concernant l'amiante chrysotile, adoptée il y a trois ans, était très claire pour les Québécois. Et peu importe cela, ou peut-être aussi à cause de cela, il y a eu une vague pour l'équipe orange. »

Sur cet enjeu, le NPD a choisi de plaider la cause de la santé aux dépens de la controversée industrie québécoise.

« On considère toutes sortes de principes lorsqu'on prend position, souligne M. Layton. La première chose, c'est de se demander: qu'est-ce qui est bon pour la population, peu importe où elle habite.



Jack Layton n'entend pas défendre n'importe quelle position adoptée par Québec. « On considère toutes sortes de principes lorsqu'on prend position, dit-il. La première chose, c'est de se demander: qu'est-ce qui est bon pour la population, peu importe où elle habite. »

PHOTO BLAIR GABLE, REUTERS

ment. On s'oppose à l'exportation, mais ce qu'on veut faire c'est aider les familles, les travailleurs, les industries de la région, explique-t-il. Je pense que les deux vont ensemble. »

Un grand défi

À l'aube d'un congrès historique pour le Nouveau Parti démocratique, M. Layton a devant lui un défi de taille, mais qu'il croit pouvoir être en mesure de relever: consolider ses nouveaux acquis au Québec tout en ne s'aliénant pas le reste du Canada.

« Moi je pense que la majorité des Québécois ne veulent pas que le NPD aban-

Mais alors que nombre de chroniqueurs et éditorialistes du Canada anglais commentent déjà à lui reprocher d'être trop collé aux positions du Québec, Jack Layton croit que la percée dans la Belle Province ne freinera pas la croissance du NPD ailleurs au pays.

Appuis en hausse constante

« Quand je suis devenu chef, on avait 13 députés. On a d'abord eu une croissance hors du Québec, avec une trentaine de députés. Maintenant on a augmenté notre présence au Québec, explique le chef néo-démocrate.

« L'hypothèse que c'est impossible de réconcilier les différents points de vue du Canada, c'est faux », soutient le chef de l'opposition officielle, qui dit être en bien meilleure forme que pendant la campagne électorale, bien

qu'il continue à devoir se servir d'une canne, conséquence d'une opération à la hanche à la veille du déclenchement des élections.

« Il y en a qui préféreraient que ce soit le cas, mais les faits démontrent l'inverse. Et nous partageons cet espoir, conclut-il. Il y en a qui cherchent des occasions pour diviser les gens sur certaines questions. Mais au NPD, nous n'avons pas ce problème-là. »

LES DROITS DES TRAVAILLEURS BAFOUÉS, ACCUSE LAYTON

Si les droits des travailleurs sont une véritable pierre d'assise au NPD, pour Jack Layton, il ne semble pas que ce soit le cas pour le gouvernement conservateur de Stephen Harper. Cette semaine, le premier ministre n'a pas hésité à menacer les employés en grève d'Air Canada de leur imposer une loi pour les forcer à rentrer au travail, à peine quelques heures après le déclenchement du conflit. « C'est clair que le gouvernement est en train d'attaquer les droits des travailleurs, critique M. Layton. Les conservateurs ont décidé de se ranger du côté des gérants des grandes entreprises, même les entreprises qu'ils possèdent, comme Postes Canada. [...] Ils ont fermé les portes et arrêté les services pour le public. C'est très dangereux. » À l'opposé, à peine le conflit de travail déclenché chez Air Canada, les néo-démocrates changeaient leurs billets d'avion pour se rendre à Vancouver. Au NPD, pas question de traverser un piquet de grève. La grève des employés du service à la clientèle a toutefois pris fin avant que le congrès néo-démocrate ne débute. « Je suis heureux qu'il ait été possible de négocier un accord avec Air Canada au lieu de mesures draconiennes de la part du gouvernement, souligne le chef néo-démocrate. On va voir ce qu'ils vont faire pour Postes Canada, mais on espère qu'on peut laisser les parties négocier leur accord. Ce n'est pas au gouvernement de choisir un côté et c'est évident que les conservateurs sont en train de le faire. » — Malorie Beauchemin

« Notre position concernant l'amiante chrysotile, adoptée il y a trois ans, était très claire pour les Québécois. Et peu importe cela, ou peut-être aussi à cause de cela, il y a eu une vague pour l'équipe orange. » — Jack Layton

Quelle est la chose à faire pour appuyer les familles, les travailleurs, les jeunes, les aînés, l'environnement. On a ces grandes questions de principe. »

Ainsi, le NPD propose plutôt d'aider économiquement la région qui produit l'amiante à se diversifier.

« On peut dire que c'est un compromis. Mais pas vrai-

donne les préoccupations des familles, des travailleurs hors du Québec. Ils cherchent une occasion de travailler avec ceux qui habitent hors du Québec, mais qui partagent les mêmes valeurs », rétorque M. Layton, dans un français qui semble s'améliorer de jour en jour depuis que c'est la langue parlée par la majorité de son caucus.

On n'a pas eu la même croissance dans toutes les régions à la même élection, mais avec le même programme, on a augmenté nos appuis dramatiquement en Colombie-Britannique et en Ontario depuis 2000. »

En fait, M. Layton précise, chiffres à l'appui, que le nombre de sièges remportés par le NPD en Ontario a augmenté

NOUVEAU EXCLUSIF
VERRE CHAUFFANT
CONFORT-MAX
R20

FABRICATION SUR MESURE SELON VOS GOÛTS

Faites affaires avec les spécialistes
Plus de 8000 clients satisfaits depuis 1981

30 ans
d'expertise et d'innovation

Zytco Solariums

ENTREPRISE QUÉBÉCOISE PIONNIÈRE DU SOLARIUM

NOUVELLE SALLE DE MONTRE à notre USINE à Ville St-Laurent

ST-LAURENT
4940, Chemin Bois-Franc
514-335-2050
LUN-SAM : 10 h - 16 h 30
TOUT AUTRE TEMPS SUR RENDEZ-VOUS

LONGUEUIL
600, Trans-Canada
514-335-2050
LUN-SAM : 10 h - 16 h 30

GATINEAU
CARREFOUR DU CASINO
705, de la Carrière • 1-800-361-9232
LUN-VEN : 10 h - 17 h, SAM : 10 h - 15 h

QUÉBEC
5237, boul. Wilfrid-Hamel O.
418-877-1888 / 1-800-665-9505
LUN-VEN : 9 h - 12 h et 13 h - 17 h
SAM : 9 h - 13 h

1-800-361-9232 • www.zytco.com

R.B.O. 1983-2179-28

3 JOURS SEULEMENT!

DU VENDREDI 17 AU DIMANCHE 19 JUIN

RABAIS ADDITIONNEL

DE 15%



VÊTEMENTS, SOUS-VÊTEMENTS, PEIGNOIRS, VÊTEMENTS DE NUIT, ACCESSOIRES, CHAUSSETTES ET CHAUSSURES POUR HOMME, MONTRES, BAGAGES ET ACCESSOIRES ET MEUBLES DE JARDIN

Lorsque vous utilisez votre carte MasterCard^{MD} HBC⁺ ou votre carte de crédit HBC

Certaines exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

Cette offre ne peut être combinée avec le rabais accordé à l'ouverture d'un nouveau compte.



50% DE RABAIS*

MODE PRINTEMPS-ÉTÉ
À PRIX ORDINAIRE
POUR FEMME

Liste d'exceptions en bas de page.

60% DE RABAIS
ROBES PRINTEMPS-ÉTÉ
À PRIX ORDINAIRE
Au rayon des robes.
Exceptions : Essentials de Lauren
By Ralph Lauren, Desigual et
nouveaux arrivages automnaux.



40% DE RABAIS
VÊTEMENTS SPORT
PRINTEMPS-ÉTÉ BLACK
BROWN ET KENNETH COLE
POUR HOMME

Exception : articles dont le prix se termine par 99€.



39,99\$
CHAUSSURES NAUTIQUES
EN TOILE OU EN CUIR
UNCLE FLORIAN
Ord. 74,99\$ et 84,99\$



2 POUR 30\$
POLOS EN TRICOT
HUDSON NORTH
Ord. 20\$ ch.



2 POUR 40\$
SHORTS CARGO
HUDSON NORTH
Ord. 24,99\$ ch.

*Message aux abonnés
de l'infolettre beauté*

VÉRIFIEZ VOTRE BOÎTE COURRIEL :
VOUS RECEVREZ
UN RABAIS EXCLUSIF DE **10\$**
APPLICABLE À VOTRE PROCHAIN
ACHAT DE 50 \$ OU PLUS*
DE PRODUITS DE BEAUTÉ
OU DE PARFUMS.

*Vous n'êtes pas abonné
à l'infolettre?*

Inscrivez-vous à labaie.com avant
le 19 juin et sélectionnez « Beauté et
parfums » pour tout savoir sur les
tendances beauté, les offres exclusives
et les promotions à venir. De plus, dans
un délai de 24 heures, vous recevrez une
offre exclusive pour la fête des Pères!

*Avant taxes. Offre valide du 17 au 19 juin 2011.
Un bon par transaction. Cette offre ne peut être combinée
avec aucun autre bon ni offre promotionnelle.

TOUTE LA SEMAINE! DU VENDREDI 17 AU JEUDI 23 JUIN

ACHETEZ-EN 1, OBTENEZ-EN 1 EN PRIME SOUTIENS-GORGE

Exceptions : Emporio Armani et Warner's Everyday.
L'article en prime doit être de valeur égale ou inférieure.

labaie.com

la **Baie**

Tant qu'il y en aura. Le choix varie selon le magasin. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre. Les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, à moins d'indication contraire. *Exceptions : nouveaux arrivages automnaux, robes de notre rayon des robes, The Room, Armani jeans, mode des groupes 2 et 3 de Lauren by Ralph Lauren, Jacques Vert, Windsmoor, Planet Precis, Toni Plus, Hugo Boss Black, Studio Coats, Pink Tartan, Theory, MaxMara Weekend, Not Your Daughter's Jeans, Diesel, collections contemporaines Miss Sixty et Free People et collections de l'Espace blanc. Liste des marques et précisions en magasin. ^{MD}Marque déposée de MasterCard International Incorporated, utilisée sous licence. TMMarque déposée de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

POLITIQUE

Six mois de prison pour l'ex-sénateur Lavigne

STÉPHANIE MARIN
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Condamné à passer six mois en prison après avoir été reconnu coupable de fraude, l'ex-sénateur québécois Raymond Lavigne va porter en appel sa peine, mais aussi le verdict de culpabilité.

Le juge Robert Smith de la Cour supérieure de l'Ontario a prononcé la peine hier à Ottawa.

Il a aussi imposé à M. Lavigne six autres mois de détention pour l'abus de confiance dont il a été jugé coupable, mais cette peine pourra être purgée dans la communauté et non pas derrière les barreaux.

L'ex-sénateur devra de plus verser le montant de la fraude, soit quelque 10 000\$, à un organisme caritatif de son choix.

Stoïque pendant la lecture de l'historique de ses démêlés avec la justice, il a perdu son calme quand la peine a été prononcée.

«Il y en a pas de justice, il y en a pas de justice», a lancé M. Lavigne aux journalistes en quittant le tribunal, manifestement déstabilisé.

Pourtant, le matin même, il avait fait son entrée au palais de justice de façon dramatique, montrant un sac aux photographes, se disant prêt à aller en prison.

Sa femme a éclaté en sanglots à l'extérieur de la salle du tribunal où le juge Smith a fait connaître la peine, et a continué à pleurer pendant de longues minutes.

L'avocat de M. Lavigne, Dominic St-Laurent, a indiqué qu'un appel serait déposé dans les plus brefs délais.

Il estime qu'il y a des failles



L'ex-sénateur Raymond Lavigne parle aux journalistes accompagné de sa femme, Carmen Robichaud, à l'entrée du palais de justice d'Ottawa hier matin.

PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

importantes dans le jugement. Un témoin aurait complètement été ignoré par le juge, alors qu'il était «hautement

sérieusement que la justice n'a peut-être pas été rendue», a lancé M^c St-Laurent d'un air sombre.

dénouement des procédures d'appel.

Il ne pouvait cependant confirmer, hier matin, si cette démarche allait éviter à son client de se rendre en prison le jour même.

«Pas un procès juste»

Invité par le juge à s'adresser au tribunal hier, avant le prononcé de sa peine, M. Lavigne avait été fort bref.

«Je ne suis pas coupable de tous les gestes que l'on a retenus contre moi», a-t-il déclaré, dressé devant le juge Smith, les bras croisés.

«Je ne pense pas que j'ai eu

favorable à son client», a-t-il souligné.

«J'ai fait ce travail depuis 20 ans pour les intérêts de la justice. Évidemment, quand on décide d'aller en appel c'est parce qu'on considère

L'homme de 65 ans devait être conduit dans un centre de détention, mais son avocat a indiqué qu'il allait aussi immédiatement déposer une requête pour qu'il reste en liberté en attendant le

«Ses origines modestes n'excusent pas la fraude perpétrée contre le Canada.» — Le juge Robert Smith

SUPERPROCÈS

Le projet de loi étudié en mode accéléré

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le projet de loi sur les superprocès sera finalement étudié par un comité parlementaire. Malgré les délais ajoutés par cette étape, le gouvernement Harper croit toujours pouvoir le faire adopter d'ici à la fin de la session.

Des témoins seront donc

entendus à Ottawa mardi prochain pour approuver ou signaler des failles dans ce projet de loi, qui vise à faciliter et à accélérer les superprocès.

C'est la libération récente de 31 membres ou sympathisants des Hells Angels arrêtés dans le cadre de l'opération policière SharQc qui a remis ce dossier à l'ordre du jour.

Le ministre fédéral de la Justice, Rob Nicholson, tenait initialement à ce que le projet de loi C-2 soit adopté en quatrième vitesse, notamment en sautant l'étape du comité parlementaire.

Mais comme il n'a pu obtenir le consentement unanime des députés — la chef du Parti vert, Elizabeth May, s'y étant

opposée —, il n'a pu procéder de la sorte.

M^{me} May, qui trouvait irresponsable d'adopter un projet de loi sans aucune étude, s'est dite satisfaite du compromis entériné par les partis. Elle avait d'ailleurs eu, mardi, la visite du ministre québécois de la Justice, Jean-Marc Fournier, qui voulait l'inciter à accepter

la procédure accélérée suggérée par les conservateurs.

M^{me} May a résisté aux pressions, mais l'examen du projet C-2 se fera tout de même en mode accéléré: le comité de la justice fera rapport au Parlement mercredi, après une seule journée d'audience. Le projet de loi devrait être adopté le jour même.

LA PRESSE

PARTENAIRE DU SUCCÈS
DE SES ANNONCEURS

BMW Canbec et MINI Mont-Royal dans le cirque du GPF1

Si BMW n'est plus en Formule 1, le concessionnaire BMW Canbec, lui, est demeuré bien engagé dans l'esprit du Grand Prix de Montréal.

En effet, le concessionnaire montréalais de la marque bavaroise, ainsi que la concession soeur, MINI Mont-Royal, avaient organisé une soirée colorée à la boîte de nuit Suco de l'hôtel OPUS. Quelque 300 des 16 000 clients actifs du concessionnaire ont répondu à l'appel et sont venus participer à cette soirée branchée et artistique.

Sur les lieux, en exposition, on retrouvait la toute nouvelle MINI Countryman, revisitée par Lisabel, artiste peintre de chez nous. Également, on pouvait admirer la réplique BMW ArtCar M3 de Jeff Koons qui comportait toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.

Une belle soirée toute en couleur qui positionne BMW Canbec et MINI Mont-Royal en tête de peloton sur la grille de départ!



Devant l'impressionnante BMW M3 aux couleurs de l'arc-en-ciel, on retrouve Jean-Philippe Garcia, directeur des Ventes de véhicules d'occasion de MINI Mont-Royal; Pierre-Luc Longpré, directeur du Service de BMW Canbec; Sébastien Bourgeois, directeur général des Ventes, BMW Canbec; Michel Marion, directeur des Ventes de véhicules d'occasion de BMW Canbec et Mathieu Lajoie directeur des Ventes de MINI Mont-Royal.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Canbec
MINI Mont Royal

MONDE

RUSSIE

Petits débats entre ennemis

Les uns sont prêts à faire la révolution pour en finir avec le régime de Vladimir Poutine. Les autres comptent défendre son pouvoir autoritaire jusqu'au bout. Imaginez ces ennemis jurés assis à la même table pour façonner ensemble l'avenir de la Russie. C'est le pari fou qu'ont fait les organisateurs de débats politiques entre des représentants de la jeunesse « poutinienne » et ceux de l'opposition libérale. Notre collaborateur a assisté à l'un de ces échanges électriques.



FRÉDÉRIK LAVOIE
COLLABORATION SPÉCIALE

MOSCOU — Mardi soir. Le sous-sol du bar moscovite ArteFaq est plein à craquer. Dans la foule, les jeunes pro-Poutine de l'organisation Nachi (« Les Nôtres ») et les opposants libéraux du mouvement Solidarnost (« Solidarité ») se côtoient pour la première fois d'aussi près.

Habituellement, ils s'évitent. Ou se lancent des insultes par blagues interposées. Chacun



Camp estival de Nachi (« Les Nôtres »), en 2007. Plus tôt cette semaine, des membres de cette organisation jeunesse pro-Kremlin ont croisé le fer avec de jeunes opposants libéraux lors d'un débat organisé à Moscou, fait rarissime en Russie poutinienne.

représente le diable aux yeux de l'autre. Mais ce soir, leurs leaders ont accepté de débattre entre eux. Et ils se devaient de venir montrer qu'ils ne sont pas des froussards.

Il est 20 h. Sur la scène, le débat est à peine commencé que déjà les « nachistes » menacent de poursuivre les « solidaires » en diffamation. Le ton est donné. Les accusations fusent de toutes parts. Entre les cris de la foule et l'indiscipline des six participants au débat, les animateurs sont impuissants. Les esprits sont chauffés à blanc.

« Vous voulez faire une révolution dans le sang, comme dans les pays arabes? », accuse la représentante de Nachi Maria Kislitsyna. « Le sang, ce sont les dictateurs qui le font couler, pas le peuple », lui répond le « solidaire » Konstantin Iankaouskass, qui admet être prêt à prendre la rue pour faire tomber le régime de l'exprésident Vladimir Poutine, aujourd'hui premier ministre.

Rare débat

Dans la salle, un nachiste se lève et menace du poing un

spectateur solidaire qui vient d'interrompre sa leader. Ce genre d'incident se produit à quelques reprises. Mais chaque fois, les deux camps réussissent à modérer les ardeurs de leurs partisans, prêts à en découdre. L'heure est au débat politique, pas au combat à mains nues.

Et en Russie, ce genre de débat est rare. Depuis que Vladimir Poutine a mis au pas les télévisions étatiques, peu après son arrivée au pouvoir, en 2000, les opposants libéraux ne sont plus invités aux joutes oratoires télévisées. Alors qu'ils dominaient

la vie politique durant la présidence de Boris Eltsine (1991-1999), ils sont aujourd'hui relégués à la marginalité, faute de pouvoir faire connaître leurs idées à un large public.

Sur la scène, la ronde des accusations se poursuit. « Contrairement à vous, chaque jour nos militants font des actions concrètes », prétend la nachiste Maria. « Ils font fermer des casinos illégaux, rénovent les appartements des vétérans de la guerre... Et vous, que faites-vous? »

« Nous défendons les militants russes emprisonnés lors des manifestations pro-démocratiques en Biélorussie! » rétorque la solidaire Anastassia Rybatchenko.

Un progrès

Même si aucun des deux camps n'osera reconnaître ouvertement les bons coups de l'autre, le simple fait de les entendre de vive voix constitue un progrès, croit Mikhaïl Velmakine, l'un des organisateurs du débat.

« Par la suite, les discussions se poursuivront sur l'internet. Durant quelques jours, les militants continueront à débattre des thèses défendues par chacun, des questions qui ont été posées et des accusations personnelles. Je suis certain que de cela ressortiront quelques idées constructives. »

Mikhaïl Velmakine espère pouvoir organiser de tels échanges chaque mois entre différents groupes politiques, notamment en prévision des législatives de décembre prochain et de la présidentielle de mars 2012. « Habituellement, chacun voit en l'autre un ennemi. Aujourd'hui au moins, ils auront vu en lui un adversaire. C'est déjà un point positif. »



Photo: Copyright Sylvie Lancrenon

**Captivé par les crocodiles,
bercé par les tortues,
je vais craquer pour les écureuils...**



Le
Livre
de
Poche

L'été est là!

www.hachette.qc.ca



PHOTO CHANG W. LEE, THE NEW YORK TIMES

« Malheureusement, le désordre que j'ai créé rend impossible (mon maintien à mon poste), aussi j'annonce aujourd'hui (hier) ma démission du Congrès », a dit le représentant démocrate Anthony Weiner.

TWEETS OSÉS

Weiner jette l'éponge

D'APRÈS L'AFP

NEW YORK — Le représentant américain Anthony Weiner, qui avait diffusé des photos osées de lui sur Twitter, a démissionné hier, devenant la première personnalité politique nationale à voir sa carrière prometteuse brisée par le réseau social.

« J'espérais que je serais capable de poursuivre le travail que les citoyens m'avaient confié, de me battre pour la classe moyenne et ceux qui tentent de s'en sortir », a déclaré M. Weiner, 46 ans, au cours d'une conférence de presse dans un centre pour personnes âgées à Brooklyn.

« Malheureusement, le désordre que j'ai créé rend impossible (mon maintien à mon poste), aussi j'annonce aujourd'hui ma démission du Congrès », a-t-il ajouté au cours d'une intervention de quelques minutes.

M. Weiner, considéré comme un possible futur maire de New York, avait téléphoné mercredi soir à la chef de la minorité démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, pour lui annoncer sa démission.

Plus sûr de lui

Dans son bref discours, cet homme sec au nez aquilin a notamment demandé pardon pour ses incartades à son épouse Huma Abedin, qui est une

proche collaboratrice de la secrétaire d'État Hillary Clinton et attend actuellement leur premier enfant.

Il est toutefois apparu beaucoup plus tranquille et sûr de lui que le 6 juin dernier, lorsque, en larmes, il avait reconnu avoir envoyé à une jeune femme, par le truchement de Twitter, une photo en gros plan de son slip.

La pression s'était accentuée sur lui au cours des derniers jours, alors que plusieurs élus républicains comme démocrates l'avaient appelé à démissionner. Lundi, le président Barack Obama lui-même avait accablé le parlementaire, affirmant dans un entretien qu'il démissionnerait s'il était à sa place.

Dans un premier temps, M. Weiner avait nié les faits, assurant avoir été victime de pirates informatiques. Puis il avait reconnu avoir envoyé la photo, dans un message visible par tous ses « suiveurs ». Le message avait été rapidement effacé par l'élu, mais l'incident sur le site de microblogues n'avait pas échappé à la presse.

M. Weiner a aussi reconnu qu'il avait eu des « conversations déplacées » sur Twitter, Facebook, par courriel et au téléphone avec des femmes rencontrées en ligne.

Plusieurs photos plus ou moins dénudées de lui avaient filtré dans les médias au cours de la semaine dernière, alimentant la polémique.

MONDE

LE TOUR DU GLOBE

GRANDE-BRETAGNE

Harry « apte à la guerre »

Le prince Harry, pilote d'hélicoptère Apache, a reçu un feu vert de principe pour combattre en Afghanistan, où il a effectué une mission en 2007-2008 avant d'être rapatrié précipitamment quand sa présence a été écartée, a rapporté hier la presse britannique. « Harry apte à la guerre », titrait le *Daily Mirror*. « Harry de retour à la guerre », affirmait le *Sun*. - AFP

FRANCE

Rio-Paris : les corps arrivés

Les corps de 104 des 228 victimes de l'accident du vol Air France Rio-Paris, il y a deux ans, repêchés au cours des dernières semaines au large du Brésil, sont arrivés par bateau hier à Bayonne, avant le début du processus d'identification à Paris. Le chef de l'Institut de recherche criminelle de la gendarmerie nationale avait estimé que l'identification prendrait « des semaines, voire des mois ». - AFP

AFRIQUE DU NORD

Immigrants morts noyés

Depuis le début de janvier, 1820 immigrants d'Afrique du Nord se sont noyés en Méditerranée en navigant vers l'Europe, selon la communauté catholique Sant'Egidio, qui a organisé hier soir pour eux à Rome une veillée de prière. La plupart des noyés venaient de Libye, 187 venaient de Tunisie, a expliqué Sant'Egidio, citant des chiffres de l'association Fortress Europe. - AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

6

Julian Assange a passé six mois d'assignation à résidence dans des conditions « injustes et indignes », a déploré hier le site internet WikiLeaks dans un texte, à l'occasion du sixième mois de détention de son fondateur. Plusieurs conditions lui ont été imposées, notamment celles de porter un bracelet électronique et de se présenter chaque jour au commissariat de police local le plus proche. - AFP

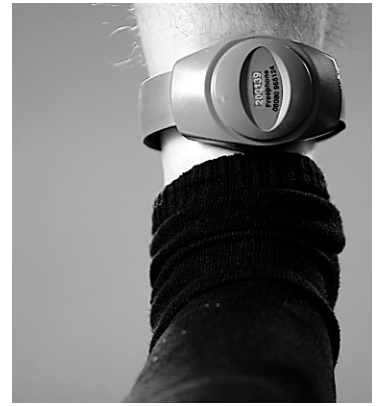


PHOTO AP
Le bracelet électronique de Julian Assange

« Je suis ruiné, au fond du trou »

Le principal suspect du quintuple meurtre à Nantes est toujours en cavale

Xavier Dupont de Lignonès, soupçonné d'avoir froidement abattu sa femme et ses quatre enfants le 3 avril dernier, est toujours recherché. Il a refait surface dans l'actualité en raison d'un message téléphonique laissé sur le répondeur de sa sœur quelques heures avant le drame. Un élément de plus pour les enquêteurs, qui s'interrogent sur les mobiles de l'insaisissable suspect de 50 ans.



MARC THIBODEAU

PARIS

Xavier Dupont de Lignonès a été vu pour la dernière fois à la mi-avril alors qu'il sortait d'un hôtel du sud de la France. Plusieurs centaines de personnes ont téléphoné à la ligne d'urgence ouverte par les enquêteurs pour signaler sa présence un peu partout en France, mais aucune de ces pistes n'a donné de résultat à ce jour.

L'homme de 50 ans est soupçonné d'avoir assassiné sa femme et ses quatre enfants et d'avoir soigneusement

dissimulé leurs dépouilles sous la terrasse de la résidence familiale, à Nantes, avant de prendre la fuite.

Le procureur de la République a révélé récemment que les enfants avaient été drogués avec un médicament hypnotique qui aurait facilité leur « exécution méthodique ».

Tout en poursuivant les recherches pour retrouver le suspect, les enquêteurs passent en revue les indices qui pourraient leur permettre de mieux comprendre ce qui a pu le pousser à commettre un tel geste.

Xavier Dupont de Lignonès a notamment écrit en janvier dernier à une femme d'affaires de 49 ans, qui était sa maîtresse, pour lui demander 25 000 €. « Je suis ruiné, au fond du trou, comme jamais je ne l'ai été », écrit-il en faisant la liste des dettes qui s'accumulent.

Il se dit victime d'insomnies et d'idées



PHOTO AFP

Xavier Dupont de Lignonès, 50 ans, est soupçonné d'avoir assassiné sa femme et ses quatre enfants.

morbides, jusqu'à s'imaginer « en train de foutre le feu à la maison après avoir donné un somnifère à chacun ». « Je ne peux pas fuir sauf, bien sûr, de façon radicale et définitive », dit-il.

Religion

La police croit aussi que la religion a pu jouer un rôle dans la fin tragique de la famille. Un prêtre qui était pro-

che de la femme du présumé meurtrier affirme qu'il s'agissait d'un important sujet de tension dans le couple. « Ma conviction, a-t-il dit aux médias français, est que c'est à cause de sa foi que cette famille a été tuée. Il y avait des tensions sur la façon de concevoir la foi chrétienne et lui l'agressait continuellement sur cette question. »

Hier, la radio RTL a diffusé un message laissé par Xavier Dupont de Lignonès sur le répondeur de sa sœur le soir du quintuple meurtre. Apparemment très détendu, il y raconte d'un ton léger la soirée qu'il vient de passer avec sa famille et demande à sa sœur de le rappeler, sans le moindre signe de trouble.

Christine Dupont de Lignonès affirme qu'il avait le même ton le lendemain matin au cours d'une longue conversation téléphonique, ce qui, selon elle, s'accorde mal avec l'hypothèse selon laquelle il a assassiné toute sa famille.

« Je vois bien qu'il y a tout un faisceau d'indices qui l'accablent, qui convergent vers lui, mais moi, personnellement, étant sa sœur, tel que je le connais, tel que je l'ai connu pendant tant d'années, je ne peux pas arriver à croire ça », a-t-elle déclaré.

ARABIE SAOUDITE

Femmes, au volant !



PHOTO SERGEI CHUZAVKOV, AP

Des militantes ukrainiennes à demi nues ont manifesté leur solidarité avec les Saoudiennes, devant l'ambassade d'Arabie Saoudite de Kiev, hier. Aujourd'hui, les femmes de ce royaume ultraconservateur sont invitées à braver l'interdiction de prendre le volant.

LOUISE LEDUC

Elles seront voilées, elles auront sur leur voiture le drapeau de l'Arabie Saoudite et, bien en vue, une photo du roi, histoire de s'afficher en bonnes patriotes. Les Saoudiennes braveront aujourd'hui l'interdiction qui leur est faite de conduire une voiture, une initiative largement diffusée dans les médias sociaux et suivie un peu partout dans le monde.

L'Arabie Saoudite est le seul pays à interdire aux femmes de se trouver derrière un volant. Et elles en ont assez. Elles ont lancé une campagne Facebook, baptisée *Women2drive*, et jurent qu'elles ne lâcheront pas tant qu'un décret royal ne leur aura pas donné raison.

Les visages de cette campagne-choc, ce sont ceux de Najila Hariri et de Manal al-Sharif. En mai, la première, mère de cinq enfants qui a l'appui de toute sa famille, s'est mise à conduire régulièrement dans les rues de Jeddah, sans être arrêtée. Sitôt après, Manal Al-Sharif, informaticienne âgée de 30 ans, a elle aussi pris le volant, s'est fait filmer et a diffusé la vidéo sur YouTube. Cela lui a valu d'être détenue pendant deux semaines. Encore la semaine dernière, cinq autres Saoudiennes ont été arrêtées.

Une pétition en ligne a récolté plus de 70 000 noms dans 156 pays. Une lettre ouverte adressée à Hillary Clinton a été signée par plus de 10 000 Saoudiens. On demande à la secrétaire d'État d'appuyer ces femmes qui ne peuvent pas non plus

voter ni voyager sans être accompagnées d'un tuteur.

Tous ces regards posés sur elles les protégeront-ils aujourd'hui, dans leur grande journée de protestation ? Elles sont loin d'en être sûres.

« Une convention sociale »

Une militante saoudienne donne dans son blogue pas moins de 12 consignes aux femmes qui prendront la route. Parmi ces consignes, celle de « réaffirmer leur nationalisme » en portant le voile et en ayant avec elles le drapeau saoudien et la photo du roi. On invite aussi ces femmes à ne pas conduire seules, mais à avoir un homme à leurs côtés.

« Les femmes ont le droit de conduire, rappelle Najila Hariri. Aucune loi ne le leur interdit; simplement une convention sociale. »

Non seulement les Saoudiennes trouvent-elles discriminatoire et embêtant de toujours devoir attendre après un homme pour les conduire ici et là, mais elles estiment au surplus que cela les expose à des risques inutiles. D'ailleurs, au début du mois, le quotidien saoudien *Okaz* a fait état du cas d'une femme qui a été violée par son chauffeur, lequel était armé.

Et, contrairement aux idées reçues, toutes les Saoudiennes ne sont pas riches à craquer et ne peuvent pas nécessairement se payer des courses en taxi. En Arabie Saoudite, le taux de chômage officiel – qui ne se rapporte qu'aux hommes et qui serait nettement sous-estimé – serait de 10,9 %.

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2011-06-16

3 6 8 9 A

02 11 14 25 26 29 06 compl.

Ebanco

04 05 15 16 19 23 30 31 33 37 38 39 49 50 52 53 54 58 60 66

757 1000

04 06 10 22 25

Astro

Jour - Mois - Année - Signe

30 - AVRIL - 75 - BÉLIER

5843670

Lotto MAX

CE SOIR, 23 MILLIONS \$*

*(APPROX.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

FÊTE DES PÈRES

LE DIMANCHE 19 JUIN

NOUS AVONS UNE FOULE D'IDÉES CADEAUX POUR PAPA.

italmoda

6873, Plaza St-Hubert - Montréal - 514 276-1360

MONTOIT

CE SAMEDI ARCHITECTES ET DESIGNERS AU CENTRE DE RÉNOVATION

Tous les samedis dans LA PRESSE

Le cadeau empoisonné d'Ayman al-Zawahiri



AGNÈS GRUDA
CHRONIQUE

À quelques jours de son 60^e anniversaire, Ayman al-Zawahiri vient de recevoir le cadeau dont il rêvait depuis des décennies: se hisser au poste de grand patron d'une organisation de l'envergure d'Al-Qaïda.

Sauf qu'il y parvient à un drôle de moment, alors que le réseau terroriste, qui a déjà perdu bien des plumes, risque d'en perdre encore plus à la faveur du printemps arabe. Réputé pour son fanatisme, mais aussi pour son manque

tisme à l'âge de 15 ans, à la suite de l'exécution d'un leader du mouvement des Frères musulmans, Sayyid Qutb. Adolescent fougueux, il ne manquait pas de courage. «Il a participé à des manifestations à une époque où cela pouvait lui valoir la peine de mort», souligne Omar Ashour, directeur du programme d'études du Proche-Orient à l'Université Exeter, en Grande-Bretagne, et chercheur affilié à l'Université McGill.

Pour ce qui est d'inspirer les fidèles, il n'arrive pas à la cheville de ben Laden. C'est le degré zéro du charme, selon Omar Ashouf, qui a déjà interviewé des sympathisants d'Al-Qaïda.

total de charme, le chirurgien égyptien a une pente abrupte à remonter s'il veut redonner à l'organisation son lustre d'il y a 10 ans.

Son principal défi? «Prouver qu'Al-Qaïda n'est pas un groupe *has been*», résume Gary LaFree, directeur du Consortium national d'études du terrorisme, affilié à l'Université du Maryland, aux États-Unis.

Issu d'une influente famille du Caire, Ayman al-Zawahiri est tombé dans le militan-

Parallèlement à ses études, Ayman al-Zawahiri s'est joint au djihad islamique égyptien dans les années 70. En 1981, il est arrêté dans la foulée de l'assassinat du président Anouar el-Sadate, signataire d'un traité de paix avec Israël. Il passe ensuite trois années en prison, où il est battu et torturé. Il en sort transformé en violent extrémiste, selon les témoignages d'anciens codétenus.

Suivent des années d'errance, en Arabie Saoudite,



Ayman al-Zawahiri

PHOTO AFP

où il fait connaissance avec le jeune Oussama ben Laden, puis au Pakistan et en Afghanistan. Les attentats commandités par le djihad islamique font plus d'un millier de morts en Égypte dans les années 90. En 1998, alors que les islamistes égyptiens se détournent progressivement de la violence, le groupe du D' al-Zawahiri se joint à Al-Qaïda.

À titre de numéro 2 de l'organisation, l'Égyptien

à lunettes s'occupe davantage d'administration que d'idéologie. On le dit chicanier, obsédé par les petits détails, mais aussi ultraviolet et fervent adepte des décapitations.

Pour ce qui est d'inspirer les fidèles, il n'arrive pas à la cheville de ben Laden. C'est le degré zéro du charme, selon Omar Ashouf, qui a déjà interviewé des sympathisants d'Al-Qaïda. «L'un m'a dit que, dès qu'il entendait

al-Zawahiri, il avait envie de dormir.»

Bref, «al-Zawahiri peut parler aux croyants, mais il ne fera pas de convertis».

Or, plus que jamais, Al-Qaïda a besoin de convaincre. Les attentats commandités par la nébuleuse terroriste depuis le 11 septembre ont tué des milliers de musulmans. Et le terrorisme est devenu de plus en plus impopulaire: selon un récent sondage de l'Institut PEW, l'appui aux attentats-suicide ne cesse de décliner dans le monde musulman. Exemple: en 2002, 43% des Jordaniens appuyaient les attentats suicide. Ils ne sont plus que 13%. Au Liban, l'appui aux attentats est passé de 74 à 35%. Au Pakistan: de 33 à 4%.

La violence comme arme politique devient de plus en plus difficile à vendre. Et maintenant, il y a les révolutions arabes. Pendant toute sa «carrière», Ayman al-Zawahiri a cherché à faire tomber le régime égyptien, qu'il jugeait trop proaméricain. Il n'y est jamais parvenu, malgré des dizaines d'attentats et des centaines de morts. Mais il a suffi de 18 jours de manifestations pacifiques pour que le dictateur quitte la scène. «C'est quand même assez ironique», souligne Gary LaFree.

Ironique, en effet. Et Ayman al-Zawahiri doit bien le savoir, lui qui, depuis le mois de janvier, a fait diffuser pas moins de cinq messages dans lesquels il tente d'associer les révolutions arabes au djihad. Cette tentative de récupération opportuniste ne lui fait pas beaucoup d'amis.

Lacunes personnelles, contexte politique difficile, mais il y a aussi les problèmes d'argent. Al-Qaïda a de plus en plus de difficulté à joindre les deux bouts. Or, les origines égyptiennes de son nouveau patron pourraient en détourner quelques financiers traditionnels.

Décidément, la direction d'Al-Qaïda, ce n'est pas tout à fait un cadeau...

Damas déploie de nouveaux chars, l'ONU hausse le ton

D'APRÈS L'AFP

DAMAS — L'armée syrienne a déployé hier des chars dans de nouvelles villes du nord-ouest du pays, où elle mène une vaste opération pour réprimer les protestataires, alors que la communauté internationale a lancé de nouveaux appels à la fin de la répression.

«Des dizaines de chars, de blindés, des transports de troupes et des camions militaires ont été déployés aux entrées de Khan Cheikhoun, et les soldats ont commencé à entrer» dans cette ville proche de Hama, a affirmé à l'AFP le président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme Rami Abdel Rahmane, établi à Londres.

Un militant syrien qui aide les déplacés à la frontière avec la Turquie, côté Syrie, a pour sa part déclaré par téléphone que l'armée avait attaqué les villages de Choughour al-Kadima et de Janudiyeh,

tard mercredi et hier tôt dans la matinée. Pour autant, malgré la répression, le mouvement de contestation ne fléchit pas, trois mois après son lancement.

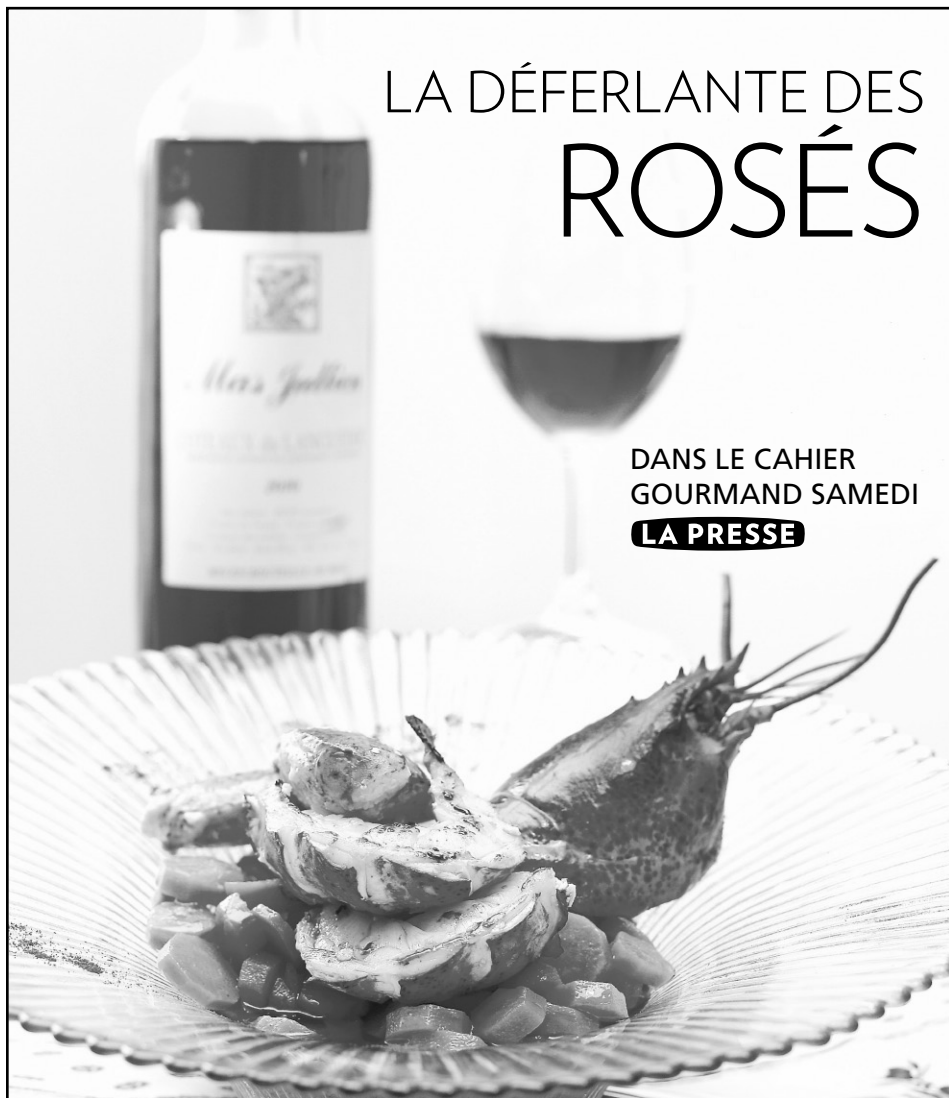
Les militants pro-démocratie ont appelé à des manifestations aujourd'hui, pour une nouvelle journée de mobilisation contre le régime du parti unique Baas qui sera dédiée à Saleh al-Ali, un héros de la révolte contre le mandat français.

Et des manifestations nocturnes anti-régime continuent d'avoir lieu dans tout le pays, notamment dans la périphérie de la capitale, et à Hama, 210 km au nord de Damas, où des dizaines de milliers de personnes ont défilé la nuit dernière.

Par ailleurs, des rebelles ont pris les armes contre le régime, révèlent des photos prises dimanche sur les hauteurs de Jisr al-Choughour et obtenues hier par l'AFP, rare témoignage d'une insurrection armée dans ce pays.

LA DÉFERLANTE DES ROSÉS

DANS LE CAHIER GOURMAND SAMEDI
LA PRESSE



Les Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée
The Jacques Cartier and Champlain Bridges Incorporated
Canada

PONT CHAMPLAIN À ÉVITER TRAVAUX MAJEURS EN DIRECTION DE LA RIVE-SUD

DU VENDREDI 17 JUIN, 22 H
AU LUNDI 20 JUIN, 5 H

VOIES OUVERTES:

- > Deux voies en direction de Montréal*
- > Une seule voie en direction de la Rive-Sud*

ALTERNATIVES:

PONT JACQUES-CARTIER – aucuns travaux
PONT VICTORIA – ouverture spéciale de jour, deux voies en direction sud de 9h à 21h, samedi et dimanche



* MISE EN PLACE DU CHANTIER

DU VENDREDI 17 JUIN, 22 H AU SAMEDI 18 JUIN, 2 H:
UNE SEULE VOIE DANS CHAQUE DIRECTION. POUR PLUS DE DÉTAILS:

www.pontchamplain.ca

Ces travaux pourraient être remis en fonction de conditions météorologiques défavorables.

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Quand le bâtiment va...



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Qui l'eût cru? Montréal se classe parmi les trois villes où la construction résidentielle est la plus forte en Amérique du Nord! Et la faiblesse de l'économie américaine n'explique pas tout...

Les plus récentes données, révélées cette semaine par le collègue Maxime Bergeron, montrent en effet qu'il n'y a jamais eu à Montréal autant de copropriétés mises en chantier que l'an dernier. Un véritable boom qui se poursuit: les condos en chantier ont aussi atteint un record le mois dernier et des milliers d'autres unités sont sur les planches à dessin.

Une «surconstruction» à prévoir? À court terme, peut-être. Mais à long terme, ce phénomène est plutôt de bon augure pour Montréal, si l'on se fie aux tendances démographiques à venir: il pourrait constituer le prélude à une diminution de l'exode des citadins vers la banlieue.

La population du Grand Montréal est appelée à dépasser le cap des 4 millions d'ici 20 ans. Ce qui signifie l'ajout de centaines de milliers de nouveaux ménages. Des ménages, il est vrai, qui éliront domicile en grand nombre dans la couronne nord, et dans une moindre mesure dans la couronne sud. Mais l'effet trou de beigne pourrait s'essouffler au fil du temps.

La banlieue, ce n'est plus Laval ni Longueuil, c'est Saint-Jérôme, L'Assomption. Ce sera demain Saint-Hippolyte, Saint-Calixte? Or cet étalement qui

s'éloigne toujours plus, qui repousse chaque année l'étendue des bouchons ne pourra se poursuivre indéfiniment. Un point de rupture sera atteint un jour, forcément. Un point au-delà duquel le prix des maisons ne vaudra plus le temps passé en auto, aussi confortable soit-elle.

On disait déjà cela il y a 10 ans, certes, mais le prix de l'essence était ridiculement bas à l'époque et les chantiers, sporadiques. Aujourd'hui, ces deux éléments font craindre le pire pour une bonne dizaine d'années à venir, au moins. Après Mercier, ce sera Turcot, Bonaventure, Champlain, la Métropolitaine... dans un contexte où la CMM entend interdire tout empiètement dans la zone agricole et ainsi, geler le périmètre d'urbanisation de la région.

C'est avec ce portrait en tête qu'il faut analyser le bouleversement immobilier de Montréal, sorte de tapis rouge déroulé aux exaspérés de la route. On construit ainsi beaucoup de copropriétés, mais surtout, beaucoup de copropriétés de toutes sortes. Le haut de gamme côtoie de plus en plus l'abordable, le milieu de gamme, le social. Une façon de retenir les immigrants qui, en plus d'être ceux par qui la hausse démographique surviendra, sont de plus en plus tentés par le marché du neuf. Une façon de séduire les familles aussi, avec une offre aux prix plus diversifiés. Et une façon d'attirer les baby-boomers, enfin, qui se sentent de plus en plus seuls dans leurs grands bungalows.

Les astres s'alignent donc. Si en plus la Ville, flairant la bonne affaire, décidait d'assouplir les critères de son programme d'accès à la propriété, tout serait en place pour que l'île retrouve son attrait, enfin.

En toute simplicité



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

Une pomme par jour éloigne le médecin... et une bonne cause par jour le ramène! Le bon docteur Khadir, notamment, revient presque quotidiennement devant l'opinion publique, titulaire à chaque fois d'une nouvelle mission salvatrice...

Une société peut-elle décider de décroître?

On a sévèrement jugé cette campagne son et lumières du député de Mercier. Mais elle est parfois utile.

Ainsi en est-il de la récente croisade d'Amir Khadir et d'un autre docteur, Serge Mongeau, contre les bolides de Formule 1, une chevauchée militante mue par un engin à deux temps. Le premier – sus aux chars! – est simplet. Mais le second, qui renvoie à la «décroissance conviviale», soulève des questions vraiment intéressantes.

Cadre théorique de la simplicité volontaire, la décroissance conviviale se veut un développement qui, même «durable», ne durera pas. Renoncer aux chars n'est rien. Ce qu'il faut, c'est détruire toute «l'idéologie du Progrès, qui conçoit que l'Homme, maître de la nature, avance inéluctablement dans l'amélioration du monde», lit-on dans le manifeste du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC), créature du docteur Mongeau.

On verra un autre jour si, au fil des millénaires, la croissance a amélioré le sort de l'homme

sapiens (hmmm... difficile de juger, n'est-ce pas?). Pour l'heure, demandons-nous seulement ceci. Historiquement, une société est-elle déjà entrée volontairement en décroissance? Et, parmi toutes celles qui ont décliné, s'en est-il trouvé une seule pour en tirer un avantage?

Dans les deux cas, la réponse courte est: non.

De très nombreux ouvrages d'histoire économique* ont décrit le cheminement des nations bénies par la croissance et autopsié celles tuées par la décroissance.

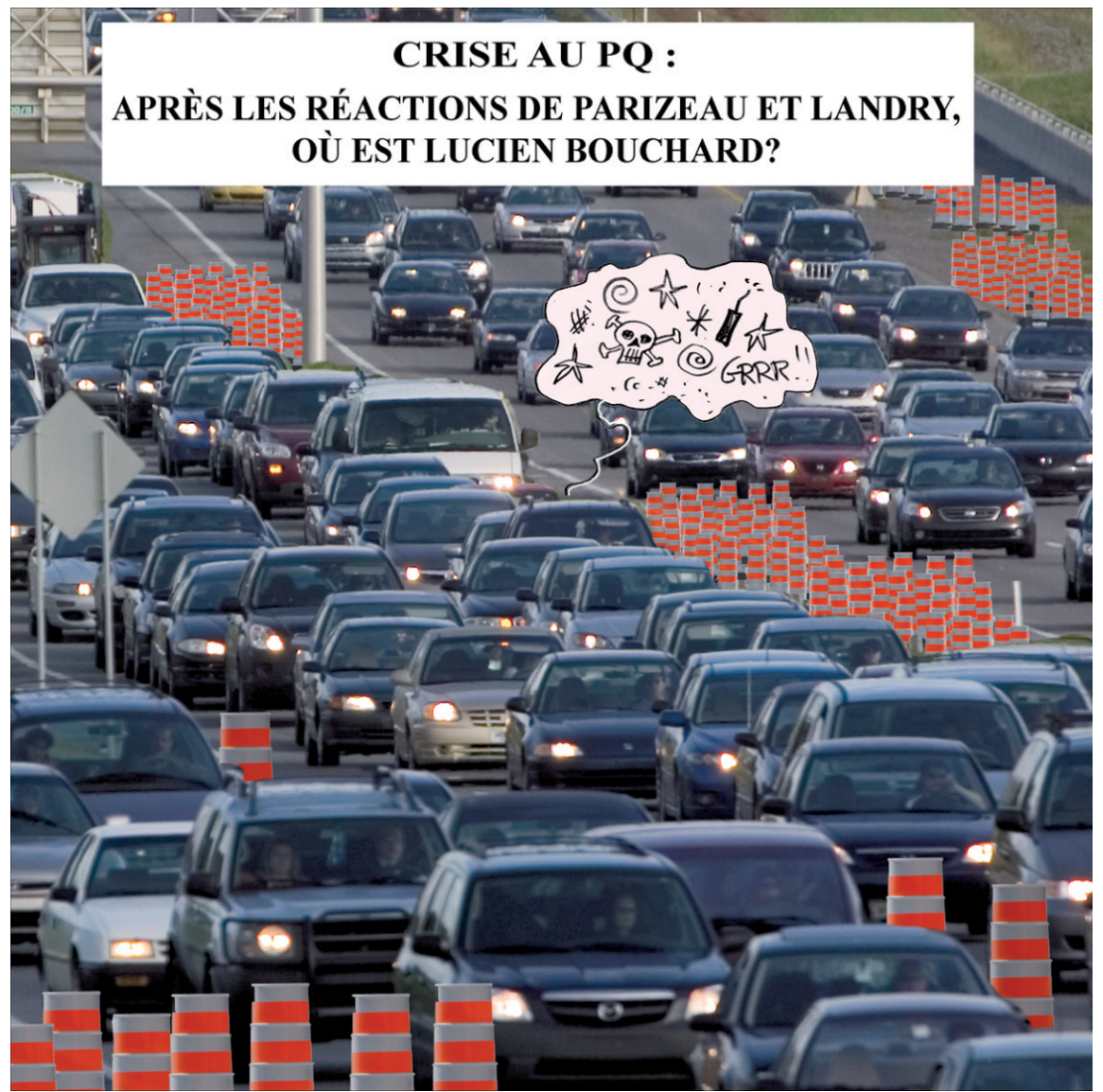
On y voit que la croissance se décide, à tout le moins comme objectif, et s'installe selon un processus conscient et actif. La décroissance, elle, a toujours été subie, infailliblement dans la douleur. On comprend aussi que, strictement par instinct, l'homme sapiens tend à penser, inventer, produire, communiquer, vendre, acheter et mettre de l'ordre dans le chaos qui l'entoure. Cela s'appelle: croître.

Aujourd'hui, certains tentent d'imposer une vision de la décroissance qui dégouline de cette bonne vieille vulgate marxiste que tout le monde connaît bien: le MQDC nage littéralement dedans! Or, tout ça n'est que du show business. Ainsi, le folklore associé à la simplicité volontaire vise à faire oublier qu'elle est un luxe de société riche, donc en croissance, et n'existerait pas sans elle.

D'autre part, changer nos habitudes de consommation, ce qui est nécessaire, n'implique pas qu'il faille décroître. Ce qu'il faut au contraire, c'est penser, inventer, produire, communiquer, vendre et acheter encore, peut-être même plus.

Mais autre chose.

* La bible demeure *Richesse et pauvreté des nations*, de David S. Landes. Mais on lira aussi, de William J. Bernstein, *The Birth of Plenty (La Naissance de l'opulence, non traduit en français)*



CRISE AU PQ : APRÈS LES RÉACTIONS DE PARIZEAU ET LANDRY, OÙ EST LUCIEN BOUCHARD?

DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LA PRESSE DÉBATS – PARTICIPEZ

Craignez-vous une nouvelle crise économique?

La crise de l'euro qui s'aggrave, des indicateurs économiques inquiétants ont fait surface aux États-Unis, certains commencent à craindre que la reprise économique s'essouffle. Y a-t-il un risque que l'économie mondiale retombe en récession? Le Canada serait-il relativement épargné? Que doivent faire nos gouvernements?

Lisez le point de vue, notamment, de Richard Vigneault, Louis Bernard, Paul Daniel Muller, Françoise Bertrand... et surtout, faites valoir le vôtre.

LE BLOGUE DE L'ÉDITO **DIPLÔME UNIVERSITAIRE: MOINS PAYANT QU'AVANT** PAR ARIANE KROL

QUESTION DU JOUR

Seriez-vous favorable à l'instauration d'un système de péage électronique sur les ponts menant à l'île de Montréal si les revenus ainsi générés étaient consacrés à l'entretien de ces ponts?

OUI > 71 % NON > 25 %
 JE NE SAIS PAS > 4 %

Résultats à 19h, hier: 5808 répondants

CONJONCTURE

Le pactole démographique

La population de l'Inde dépassera celle de la Chine vers 2030, tandis que la démographie chinoise sera marquée par le vieillissement

FRANÇOISE LEMOINE



L'auteure est économiste senior au Centre d'études prospectives et d'informations internationales à Paris.

Les premiers résultats des recensements de la population qui ont eu lieu en Inde début 2011 et en Chine en 2010 montrent des évolutions démographiques différentes dans les deux pays les plus peuplés du monde.

La population indienne a atteint 1 milliard 210 millions; elle a augmenté de 180 millions depuis 10 ans, soit, en chiffres absolus, presque autant que la population actuelle du Brésil. La population de l'Inde est désormais inférieure de 130 millions seulement à celle de la Chine, qui compte 1 milliard 340 millions de personnes. Depuis 10 ans, l'accroissement naturel a été trois fois plus rapide en Inde (+1,76 % par an) qu'en Chine (+0,54 %). À ce rythme, la population de l'Inde atteindra 1 milliard 400 millions en 2026, et aura dépassé celle de la Chine vers 2030.

Certes, le rythme de croissance de la population indienne se ralentit par rapport aux précédentes décennies, mais il reste rapide car les générations en âge de procréer sont très nombreuses. Le nombre d'enfants par femmes a baissé (actuellement 2,6), mais l'objectif de le faire tomber à 2,1 afin de stabiliser la population vers 2045 n'a pas été atteint.

La Chine a un temps d'avance sur l'Inde dans la transition démographique et sa population devrait se stabiliser autour de 1 milliard 450 millions vers 2040. Les derniers recensements montrent que, dans les deux pays la baisse de la natalité au cours des dernières

décennies, s'est accompagnée d'une forte préférence pour les garçons. Pour 100 femmes, il y a 105 hommes en Chine, 106 en Inde, des ratios qui tendent cependant à décliner.

La population chinoise entre dans une phase de vieillissement qui s'accélérera au cours des prochaines années. Les personnes de plus de 60 ans représentent 13 % de la population en 2010 (contre 10 % en 2001) et les moins de 15 ans 16,6 % (contre 23 %). Autre fait marquant, l'ampleur prise par

La population indienne a atteint 1 milliard 210 millions, en hausse de 180 millions depuis 10 ans.

des migrations des campagnes vers les villes: 220 millions de Chinois vivent actuellement ailleurs que dans leur lieu de résidence officiel, soit deux fois plus qu'en 2001. Ces migrants représentent un tiers de la population urbaine, mais vivent dans

un statut précaire, et il reste à les intégrer dans le tissu social des villes, en leur assurant ainsi qu'à leurs familles logement, éducation et sécurité sociale. La Chine va devenir une société à dominante urbaine au cours des prochaines décennies. Présentement (2010), la moitié de la population vit dans les villes et celles-ci devraient absorber encore plus de 250 millions de personnes d'ici 2030. L'Inde est encore à 70 % rurale.

Les évolutions démographiques auront des répercussions économiques. En Chine la baisse de la population d'âge actif à partir de 2015 devrait entraîner un nouveau mode de croissance marqué par la hausse des salaires et plus de consommation (les actifs devront dépenser plus pour soutenir les inactifs). L'Inde se trouve dans une phase comparable à celle qu'a connue la Chine entre 1980 et 2005, où la population en âge de travailler augmente très rapidement, un «pactole démographique» qui favorise la production, l'épargne (les actifs épargnent plus que les inactifs) et l'investissement.



PHOTO AMIT DAVE, REUTERS

La population indienne est rurale à 70 %, contrairement à celle de la Chine, dont la moitié de la population vit dans les villes.

À BIEN Y PENSER

Pourquoi pas un parti dirigé par Pierre Curzi qui saurait rallier les troupes indépendantistes? Depuis le départ de Jacques Parizeau, le PQ n'a plus été le parti fondé par le regretté René Lévesque.

— Michelle Larouche, Beleil

FORUM

Le PQ est-il menacé d'implosion?



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

La crise au Parti québécois s'aggrave. Pas une journée sans un nouvel incident. À un tel point qu'on en vient à se demander si ce parti, après avoir dominé la vie politique québécoise pendant quatre décennies, n'est pas en train de se désintégrer sous nos yeux. Ce scénario est maintenant devenu chose possible.

Les escarmouches qui ont épicé l'actualité depuis quelques semaines ne sont pas des accidents de parcours. Elles sont plutôt les manifestations de tendances lourdes qui, en s'accroissant, menacent de provoquer l'implosion de ce grand parti.

Les escarmouches qui ont épicé l'actualité depuis quelques semaines ne sont pas des accidents de parcours.

Le PQ, depuis sa fondation, a toujours vécu un débat interne entre durs et modérés. Parce que l'appui à l'option n'était pas majoritaire, deux courants s'affrontaient. Ceux qui voulaient forcer et forcer le jeu dans un quitte ou double référendaire, et ceux qui préféraient une approche prudente et graduelle, quitte à diriger un bon gouvernement en attendant le moment opportun. Ce parti a ainsi toujours été en état de crise larvée et en éternel mécontentement.

Le débat s'est radicalement transformé depuis quelques années, quand il est devenu clair pour la plupart que la victoire de la souveraineté n'était pas seulement difficile, mais plutôt impossible. Ce renversement de tendance a provoqué des effets en cascade.

D'abord l'effritement du ciment qui tenait ensemble une coalition hétérogène. Si le succès de la souveraineté devenait, au mieux, lointain, il n'y avait plus de raisons de rester ensemble. Et c'est ainsi que le PQ perd des morceaux sans que cela ne paraisse trop. Les vrais radicaux ont formé des groupuscules. Des militants de gauche, plus socialistes que souverainistes, sont partis vers Québec solidaire. Certains péquistes de droite ont rejoint l'ADQ. De bons éléments sont allés au Bloc. D'autres sont devenus libéraux. Sans compter les déçus, les fatigués ou ceux qui n'y croient plus, qui ont discrètement tourné la page.

Cela se reflète dans les résultats électoraux. Les appuis au PQ suivent une tendance à la baisse. Ce parti n'a pas réussi à recueillir 40 % des voix depuis 1998, et a même perdu son statut d'opposition officielle en 2007.

Le réalisme politique aurait voulu que l'establishment du PQ prenne acte de ce changement majeur, et réoriente le programme pour tenir compte de fait que les Québécois ne les suivront pas. Une thèse que j'ai défendue il y a trois ans dans un essai, *À mes amis souverainistes*, qui s'est avéré assez prophétique.

Mais le PQ s'est enfoncé dans sa logique, promettant la souveraineté sans pouvoir la faire. Il a sombré dans la langue de bois et le double discours, réussissant ainsi à la fois à agacer les citoyens et à enrager les militants.

Et comme le PQ n'a pas été capable de se réformer, la réforme est en train de se faire en dehors du parti. C'est François Legault qui a amorcé le processus, avec un succès redoutable. Sa coalition risque d'accélérer le processus de désagrégation, parce qu'il est probable que des militants et des députés moins dogmatiques du PQ seront tentés de le rejoindre.

Dans ce contexte très menaçant, presque critique, les militants péquistes multiplient les comportements suicidaires qui accélèrent le processus de désagrégation. En contestant Pauline Marois huit semaines après l'avoir plébiscitée à 93 %, le PQ projette une image d'incohérence qui ne peut que repousser l'électorat. Les interventions des ex-chefs vieillissés et aigris ne font qu'empirer les choses.

Le PQ aurait pu survivre à tout cela, en comptant sur la loi implacable de l'alternance et sur l'usure dont souffrent les libéraux pour reprendre malgré tout le pouvoir. Mais si la Coalition pour l'avenir du Québec prend son envol, c'est cette dernière chance qui s'envole.

CIRCULATION AUTOMOBILE



La circulation automobile dans le Plateau Mont-Royal n'a jamais été aussi pénible. PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Mon Plateau quotidien

CHRISTINE LEBRUN

L'auteure habite le Plateau Mont-Royal et elle se sert parfois (hon!) de sa voiture.

Il est 9 h. J'arrive au bureau (angle Christophe-Colomb et Saint-Joseph). L'autobus 97 qui devait passer (angle Mont-Royal et du Parc, direction Est) à 8 h 08 n'est jamais venu. Quant à l'autobus 11, il est arrivé à 8 h 25 plutôt que 8 h 18, comme prévu. Ma fille est donc arrivée en retard à l'école et a eu un autre billet... Mais je ne me plains pas, la semaine dernière, l'avenue du Mont-Royal a été fermée à la circulation automobile pendant quatre jours complets en raison de ventes trottoirs! Au moins, cette semaine, il y a un service de transport, n'est-ce pas?

Pour me rendre au travail ensuite, les seuls BIXI qui étaient disponibles (angle Rachel et Berri, et angle Rachel et Saint-André) étaient endommagés. J'en ai donc été quitte pour marcher jusqu'à mon travail. Mais je ne me

plains pas, il faisait si beau.

Cela me rappelle la semaine dernière. Je suis allée, avec ma « vilaine » auto, chercher ma tante religieuse de 88 ans, au 80, Laurier Est. La rue longeant le parc Laurier est dorénavant complètement fermée à la circulation. Quant à la l'avenue Laurier Est, en plus d'interdictions d'arrêter, il y a une nouvelle piste cyclable. J'ai alors commis une infraction (chut!) en me stationnant directement sur la piste pour faire monter ma tante.

Je ne me plains pas non plus du fait que les autos n'aient plus accès au parc Laurier, ni qu'aucun autobus ne puisse s'y rendre. L'autobus 51 (direction Est) arrête au métro Laurier (angle Saint-Joseph et Berri) et il n'y a pratiquement plus aucun moyen de garer son auto autour du parc, près de la future piscine publique. C'est tellement agréable de marcher avec de jeunes enfants, chargée de maillots, de serviettes, des lunchs, etc.

L'exemple chinois

FRANCINE LACROIX
L'auteure habite Laval.

Je reviens d'un voyage de 21 jours en Chine, où les infrastructures routières se développent à un rythme incroyablement rapide et efficace. Il a fallu six jours avant que je voie un cône orange et pourtant, les autoroutes, les ponts et les tunnels sont partout. Vous me direz que les Chinois ne

Qu'attendons-nous pour inviter les Chinois à reconstruire nos ponts?

possèdent pas tous une auto, mais si une ville compte 33 millions d'habitants comme Chongking, peu importe si seulement 10% de la population circule en voiture, c'est quand même un parc automobile plus grand que celui de la région de Montréal. Et pourtant, ça roule!

Les Chinois n'attendent pas que le problème se pose avant de le résoudre: ils prévoient. Regardez les autoroutes à plusieurs étages qui sillonnent la ville de Shanghai: c'est à couper le souffle. Ils ont aussi un train qui relie le centre-ville à l'aéroport en sept minutes et dont la vitesse atteint 430 km/h. Leurs métros sont propres: aucun graffiti sur les murs ou de déchets sur les planchers. Les villes de Pékin et Shanghai ont été aménagées pour la tenue des Jeux olympiques et l'Exposition universelle, afin que ni les habitants ni les touristes ne soient victimes des bouchons de circulation.

Qu'attendons-nous pour inviter les Chinois à reconstruire nos ponts? En attendant, faisons des rues piétonnières ou repensons les sens uniques pour embêter ceux qui ont été épargnés par les inconvénients de la circulation.

Souverainistes, unissons-nous!

Pour combattre la meute fédéraliste unie et ordonnée, il est impératif que les indépendantistes mettent un terme à leurs querelles

DANIEL CÔTÉ



Résidant de Gaspé, l'auteur a été candidat du Bloc québécois dans Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine lors des élections du 2 mai dernier.

La multiplication des partis, rassemblements, associations, unions, groupes et groupuscules souverainistes ou quasi souverainistes (certains savent ne pas être trop clairs sur la question!) entraîne forcément la division du mouvement souverainiste. Cette division ne fait que profiter à une force fédéraliste qui a le mérite de rester unie sur la question nationale.

La question de base qu'il faut se poser est: quel élément unit les souverainistes? La réponse globale est: le désir de faire du Québec un pays à part entière. On peut discuter des moyens, des délais, des étapes, des façons de faire la souveraineté, mais une chose est certaine, c'est qu'on a tous la même fin: avoir notre pays, un pays à nous, un pays qui nous ressemble et qui nous rassemble.

Les fédéralistes ont compris une chose que les souverainistes n'ont pas comprise, c'est que la fin justifie les moyens. De leur côté, ils ont compris que pour arriver à leurs fins, c'est-à-dire que le Québec demeure une province canadienne, tous les moyens étaient bons. Mais leur

meilleur moyen est de conserver la cohésion dans leurs troupes; ça, les souverainistes n'en sont actuellement pas capables... et les fédéralistes l'ont compris.

En fait, ils l'ont tellement compris qu'ils s'amusent, à leur unique profit, à utiliser et entretenir cette faille, la plus grande faille des souverainistes. Une expression dit: diviser pour mieux régner. Les libéraux québécois, tout comme les conservateurs canadiens, sont passés maîtres dans cette tactique qu'ils exploitent avec force, car la fin justifie les moyens.

La division des souverainistes ne fait que profiter à une force fédéraliste qui a le mérite de rester unie sur la question nationale.

Et leur fin, ils y parviennent car le Québec n'est toujours pas un pays et, à l'heure actuelle, bien malin celui qui pourra prédire une montée du nationalisme québécois dans un avenir rapproché...

En bref, les fédéralistes réussissent là où les souverainistes échouent: la cohésion des troupes et l'unicité du message. A-t-on entendu Trudeau critiquer Chrétien, Chrétien critiquer Martin (du moins durant son man-

dat), Chrétien ou Martin critiquer Ignatieff? Jamais. A-t-on entendu Bourassa critiquer Lévesque ou Ryan, Johnson critiquer Charest? Jamais. Pourtant, ils en auraient eu moult raisons, mais ils ont décidé d'appliquer leur devoir de réserve, pour le bien de leur parti, mais aussi pour le bien de leur cause: le fédéralisme. Personne ne leur a demandé de se taire et ils avaient le droit de parler, mais leur fin justifiait leur moyen, celui de se conserver une certaine réserve; une petite gêne quoi!

Pour combattre la meute fédéraliste unie et ordonnée, il est impératif que les souverainistes se réunissent. Pas qu'ils se taisent, pas qu'ils cessent de débattre sagement des moyens justifiant leur fin, mais, à tout le moins, qu'ils s'unissent vers leur fin, vers la destinée que tous veulent atteindre.

De gauche, de centre, de droite, ou quelque part entre ces visions, unissez-vous! Unissons-nous! Concentrons-nous sur la fin: la souveraineté. Débattons sagement des enjeux, et utilisons nos divergences de moyens comme des armes alliées et non fratricides. Il y a du bon dans la gauche, dans le centre et dans la droite. Et rien n'est, au fond, totalement indissociable si tout un chacun tend la main (et l'oreille) vers l'autre et tente de travailler avec son allié de fin pour atteindre cette fin.

Vive les Québécois unis! Vive le Québec... libre!

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
cyberpresse.ca/abonnement

PÉTITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Lieu dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

GRAND SOLDE

NOUS LIBÉRONNONS L'ENTREPÔT TRÉVI

DE PISCINES ET SPAS NON-RÉCLAMÉS OU REFUSÉS AU CRÉDIT

PISCINES CREUSÉES

DERNIÈRE CHANCE! SE TERMINE DIMANCHE!

MODÈLES	# ENTENTE	GRAND.	INCLUS	PRIX RÉG.	LIQUID.	RABAIS	/MOIS
TRÉVI ACIER	CR 347231	24' Scandinave	Marche de 4', lumière et trottoir	17-999\$	15 999\$	2 000\$	109\$ ^A
TRÉVI FLEX	CR 348432	20' Noble	Marche 6', lumière et trottoir	19-999\$	16 999\$	3 000\$	119\$ ^A
TRÉVI FLEX +	CR 355001	24' Ovation	Thermopompe, trottoir, marche de 6', lumière	24-999\$	19 999\$	5 000\$	139\$ ^A
TRÉVI FUZION	CR 358422	24' Lagon	Thermopompe, couronnement de pavé, marche de 6', lumière	30-999\$	22 999\$	8 000\$	149\$ ^B
TRÉVI LEADER (BÉTON)	CR 337785	24' Normandie	Thermopompe, lumière, marche en coin, céramique, revêtement Krystal	39-999\$	29 999\$	10 000\$	199\$ ^C

Profitez de plus de 20 contrats disponibles non-réclamés ou refusés au crédit pour installation immédiate.

PISCINES DE CÈDRE

MODÈLES	GRAND.	INCLUS	PRIX RÉG.	LIQUID.	RABAIS	/MOIS	QTÉ
TRÉVI ANNECY	15'	Livrée et équipée	5-198\$	4 698\$	500\$	59\$ ^D	14
TRÉVI ANNECY	18'	Livrée et équipée	5-898\$	5 098\$	800\$	61\$ ^D	15

PISCINES HORS TERRE

MODÈLES	GRAND.	INCLUS	PRIX RÉG.	LIQUID.	RABAIS	QTÉ
TRÉVI 106 GÉNÉRATION	12'	Livrée et équipée	2-048\$	1 548\$	500\$	4
TRÉVI 106 GÉNÉRATION	15'	Livrée et équipée	2-198\$	1 698\$	500\$	19
TRÉVI 106 GÉNÉRATION	21'	Livrée et équipée	2-498\$	1 998\$	500\$	12
TRÉVI 186 GÉNÉRATION	18'	Livrée et équipée	2-848\$	2 248\$	600\$	13
TRÉVI 209 INNOVATION	15'	Livrée et équipée	2-998\$	2 398\$	600\$	11
TRÉVI 186 INNOVATION	24'	Livrée et équipée	3-148\$	2 548\$	600\$	9
TRÉVI 209 INNOVATION	18'	Livrée et équipée	3-148\$	2 548\$	600\$	12
TRÉVI 218 INNOVATION	15'	Livrée et équipée	3-198\$	2 598\$	600\$	14
TRÉVI 222 INSPIRATION	18'	Livrée et équipée	3-598\$	2 798\$	800\$	9
TRÉVI 218 INNOVATION	21'	Livrée et équipée	3-698\$	2 898\$	800\$	13
TRÉVI 222 INSPIRATION	24'	Livrée et équipée	4-048\$	3 048\$	1 000\$	6

SPAS

LIVRAISON DE VOTRE SPA EN 24 HRS OUVRABLES | Sur les modèles en inventaire seulement!

MODÈLES 2009	# ENTENTE	PRIX RÉG.	LIQUID.	RABAIS	/MOIS
TRÉVI MIRAMAX STÉRÉO	55749D	16-499\$	11 499\$	5 000\$	95\$ ^I
MODÈLES 2010	# ENTENTE	PRIX RÉG.	LIQUID.	RABAIS	/MOIS
TRÉVI SOLSTICE STÉRÉO	64951D	6-499\$	4 499\$	2 000\$	59\$ ^D
TRÉVI ÉCLIPSE	64920D	7-999\$	5 999\$	2 000\$	62\$ ^E
TRÉVI IN TREPID	59954D	8-499\$	6 499\$	2 000\$	65\$ ^F
TRÉVI IN TREPID	66346	8-499\$	6 499\$	2 000\$	65\$ ^F
TRÉVI GALAXY STÉRÉO	60236D	8-499\$	6 499\$	2 000\$	65\$ ^F
TRÉVI IN FAMILY	64932D	10-499\$	7 499\$	3 000\$	65\$ ^G
TRÉVI IN FAMILY	64929D	10-499\$	7 499\$	3 000\$	65\$ ^G
TRÉVI IN FAMILY	64928D	10-499\$	7 499\$	3 000\$	65\$ ^G
TRÉVI IN BRIGHT STÉRÉO	60341D	10-499\$	7 499\$	3 000\$	65\$ ^G
TRÉVI IN WORLD STÉRÉO	61074D	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI IN MOTION STÉRÉO	57543D	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI IN OCEAN STÉRÉO	54757D	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI IN LIFE STÉRÉO	59154DP	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI IN WORLD STÉRÉO	59738D	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI IN LIFE STÉRÉO	59713D	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI IN LIFE STÉRÉO	65839D	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI IN MOTION STÉRÉO	62885D	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI IN MOTION STÉRÉO	58606D	13-499\$	9 499\$	4 000\$	79\$ ^H
TRÉVI NRJ STÉRÉO-TÉLÉ	56916D	16-999\$	11 999\$	5 000\$	99\$ ^I
TRÉVI NRJ STÉRÉO-TÉLÉ	58636DP	16-999\$	11 999\$	5 000\$	99\$ ^I
MODÈLES 2011	QTÉ	PRIX RÉG.	LIQUID.	RABAIS	/MOIS
TRÉVI SOLSTICE STÉRÉO	1	5-999\$	4 999\$	1 000\$	59\$ ^D
TRÉVI DREAM STÉRÉO	1	6-999\$	5 999\$	1 000\$	62\$ ^E
TRÉVI LIBERTÉ STÉRÉO	2	8-499\$	6 499\$	2 000\$	65\$ ^F

Simultanément dans tous nos SUPERMAGASINS



Blainville NOUVEAU
89, rue Jean-Guyon
(aut. 15, sortie 28, angle Michèle-Bohec)

West Island NOUVEAU
2052, Transcanadienne
(à l'est du boul. Des Sources)

Laval
515, boul. Curé-Labelle
(angle Dagenais)

Boucherville
1235, rue Ampère
(aut. 20, sortie 92)



UN SEUL NUMÉRO POUR NOUS JOINDRE **514 22-TRÉVI** (87384)

HEURES D'OUVERTURE : Samedi : 9 h à 17 h • Dimanche : 10 h à 17 h • Lundi au vendredi : 9 h à 21 h

*DÉTAILLANTS : **Châteauguay** | 450 698-2210 | 115, boul. St-Jean-Baptiste | **Joliette** | 450 759-8110 | 303, boul. Antonio-Barrette | **Rouyn-Noranda** | 819 762-0788 | 971, Mantha | **Sainte-Agathe** | 819 326-5154 | 70, boul. Morin | **Trois-Rivières** | 819 376-7711 | 2405, rue Bellefeuille

Toutes les offres sont valides pour un temps limité seulement et ne peuvent être jumelées ou appliquées à d'autres offres précédentes ou en cours. L'inventaire peut également varier selon les succursales. Certaines offres peuvent prendre fin en tout temps ou peuvent ne pas être disponibles dans toutes les succursales. a) La mensualité est basée sur un taux fixe de 6,35% et amortie sur une période de 240 mois; un dépôt de 3500\$ sera exigé lors de la signature du contrat. b) La mensualité est basée sur un taux fixe de 6,35% et amortie sur une période de 240 mois; un dépôt de 2500\$ sera exigé lors de la signature du contrat. c) La mensualité est basée sur un taux fixe de 6,35% et amortie sur une période de 240 mois; un dépôt de 3000\$ sera exigé lors de la signature du contrat. d) La mensualité est basée sur un taux fixe de 6,25% et amortie sur une période de 120 mois; un dépôt de 1000\$ sera exigé lors de la signature du contrat. e) La mensualité est basée sur un taux fixe de 6,25% et amortie sur une période de 120 mois; un dépôt de 800\$ sera exigé lors de la signature du contrat. f) La mensualité est basée sur un taux fixe de 6,25% et amortie sur une période de 120 mois; un dépôt de 1000\$ sera exigé lors de la signature du contrat. g) La mensualité est basée sur un taux fixe de 5,75% et amortie sur une période de 180 mois. h) La mensualité est basée sur un taux fixe de 5,75% et amortie sur une période de 180 mois; un dépôt de 500\$ sera exigé lors de la signature du contrat. i) La mensualité est basée sur un taux fixe de 6,25% et amortie sur une période de 120 mois; un dépôt de 2000\$ sera exigé lors de la signature du contrat. La portion équivalente aux taxes sera exigée lors de la signature du contrat. Sujets à l'approbation de crédit. Malgré notre vigilance, des erreurs ont pu se glisser. Si tel était le cas, les correctifs seront affichés en magasin. La livraison est applicable dans un rayon de 50 km des supermagasins. Tous les détails en succursales.